14e année
numéro 267

25 Mars 1938
prix : 2 francs

la révolution prolétarienne

revue bimensuelle
syndicaliste
révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois	10 fr.
Six mois	20 »
Un an	40 »

EXTERIEUR

Trois mois	13 fr.
Six mois	26 »
Un an	50 »

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction et l'Administration à la *Révolution Prolétarienne*. 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e)

PERMANENCE :
Tous les soirs, de 18 à 19 heures

Tél.: **BOTzaris 21-02**

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99 Paris

Sommaire du N° 267

(25 mars 1938)

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose:

De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat;

De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales;

De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Nous ne marchons pas !

Le spectre de la guerre plane de nouveau sur l'Europe et sur le monde. Vingt ans après la fin de la Grande Guerre, le règne du capitalisme menace de redonner aux peuples, avec la crise économique et le chômage, son produit naturel et sanglant.

La force de paix que nous avions saluée en 1917 dans la première Révolution socialiste a pris place dans le jeu criminel des forces de guerre.

Après les échecs révolutionnaires, les organisations politiques et syndicales de notre classe ouvrière sont revenues à l'Union sacrée pour la défense nationale.

⁂

TRAVAILLEURS, ne soyez pas dupes de ceux qui disent vouloir l'Union sacrée pour sauver la Paix et la Démocratie.

Associer la classe ouvrière — qui a tout à perdre dans la guerre — aux puissances économiques maîtresses du pays, — qui, elles, ont tout à y gagner — c'est, en réalité, préparer le consentement général nécessaire au conflit armé.

Pour notre part, nous ne marchons pas dans l'Union sacrée parce que nous ne voulons pas marcher dans la guerre.

Nous déclarons que ceux qui, au nom de la classe ouvrière, réclament l'Union sacrée et l'accélération des productions de défense nationale trahissent, consciemment ou non, les intérêts des travailleurs et la cause de la Paix.

⁂

IL n'est pas de défense nationale en régime capitaliste.

La classe ouvrière représente la seule force de paix.

Par-dessus les frontières, les travailleurs de tous les pays devraient se tendre la main.

La lutte pour la paix consiste à préparer l'avènement de l'internationalisme ouvrier par le triomphe, dans chaque pays, de la révolution prolétarienne.

Nous ne devons nous associer ni nous confondre avec notre propre bourgeoisie.

Nous devons détruire son pouvoir économique et lui substituer le pouvoir direct et libre des Syndicats ouvriers.

⁂

LE fascisme de Mussolini et le racisme de Hitler représentent la forme brutale de la domination capitaliste.

Mussolini et Hitler ont triomphé grâce à l'incapacité et à l'abdication des mouvements ouvriers d'Italie et d'Allemagne.

L'écrasement des ouvriers autrichiens par Dollfuss et Schuschnigg fut la préface de l'annexion par Hitler.

L'Union sacrée en France nous placerait sous une dictature identique.

Nous ne marchons pas dans l'Union sacrée parce que nous ne voulons pas marcher dans le fascisme.

Au lieu de s'asservir à son capitalisme, la classe ouvrière française devrait, par-dessus Mussolini et Hitler, montrer à la classe ouvrière allemande et italienne le chemin de la libération.

Travailleurs français, la première condition de votre libération, c'est un mouvement syndical fort, indépendant de sa bourgeoisie et de son gouvernement, exclusivement au service de la classe ouvrière française et internationale.

⁂

TOUTE classe ouvrière en lutte pour détruire la domination capitaliste devrait nous trouver à ses côtés, sur quelque point du globe que ce soit.

Dès le début de la guerre d'Espagne, l'effort direct des organisations ouvrières françaises aurait dû être considérable.

On eut le tort de compter sur un gouvernement d'origine populaire mais prisonnier des puissances économiques, qui empêcha les ouvriers espagnols de se procurer les moyens de vaincre leur bourgeoisie.

Pouvait-il mieux démontrer que la défense nationale et l'Union sacrée n'entrent en jeu qu'au moment où le capitalisme d'un pays se sent en péril?

⁂

NOUS ne sommes qu'une poignée.

Bien décidés à ne pas recommencer 1914, nous appelons les travailleurs à se joindre à nous pour lutter contre la guerre en préparant la libération syndicale.

Certains disent : « Plutôt la guerre que la servitude ».

D'autres : « Plutôt la servitude que la guerre ».

Nous crions :

— Ni la guerre, ni la servitude!

— A bas le capitalisme et le fascisme tous deux fauteurs de guerre!

— Vive la paix par la révolution ouvrière internationale!

— Dans chaque pays, tout le pouvoir aux Syndicats ouvriers!

"La République nous appelle....!"

Quand j'étais gosse, aux beaux jours de 1914, c'est le chant que hurlait à ceux qui partaient la joie féroce de ceux qui restaient... Après tant de millions de morts, et tant de serments oubliés, le « Chant du Départ » retentit maintenant dans les meetings communistes et les parades du R.U.P. On a accusé parfois les rares militants qui conservaient la foi de leur jeunesse de rabâchage ou de hargne stérile. Leurs petits journaux et leurs pauvres revues, — peu de lecteurs et pas d'argent! — avaient ouvert avec amertume une rubrique qui était l'anthologie, hélas! inépuisable, des couplets bellicistes, des slogans héroïques, de toute cette littérature digne de 1914 qui s'étale dans la presse ouvrière. Depuis plus de deux ans nous avons tout vu : et le drapeau tricolore, et la Marseillaise, et « l'armée républicaine », et « la joie et la fierté d'être soldat », et l'unanimité autour des crédits militaires, et la préparation méthodique au nom de la sécurité collective et de l'assistance mutuelle du plus splendide égorgement de l'histoire! Les partis politiques ont ouvert la route et le syndicalisme a suivi à la remorque sans avoir jamais d'ailleurs consulté ses millions d'adhérents. Nous avons même — lassitude, lâcheté — toléré à la tête des organisations ces mêmes hommes qui furent pendant des années des traîtres à l'internationalisme et des champions du jusqu'auboutisme : et maintenant les sursitaires de la dernière, ceux qui portaient à Mussolini les encouragements pécuniaires du Quai d'Orsay, ceux qui pleuraient à Strasbourg, mais qui conservèrent durant quatre ans l'œil sec et la tripe héroïque, reprennent du service, et ils ont fait des petits!

Les distinguos subtils de Léon Blum ne changent pas la réalité : l'union sacrée est là. Elle est faite avant la catastrophe. Supériorité sur 1914! Par une ironie amère, ce sont les éléments dits de « droite » qui renâclent et qui reçoivent des leçons indignées de patriotisme de la part de l'extrême gauche ouvrière. Je ne connais rien de plus effarant que d'entendre ces communistes, ces syndicalistes, ces socialistes reprocher à leurs pires adversaires de ne pas faire la grande union nationale pour sauver la patrie capitaliste! Heureusement que la C.G.T. est là pour suppléer à la carence des « patriotes ». Elle vole au secours du pays : « Les représentants syndicaux ont donné aux Flandin et consorts une belle leçon en affirmant leur volonté de contribuer activement à l'organisation de la défense du pays, de son indépendance et de ses libertés » (1). Au surplus Léon Blum n'a pas perdu courage : il est prêt, à la première occasion, à réaliser son petit rassemblement national. En attendant, le chantage habituel à la politique extérieure commence. Adieu, programme du Front populaire! Adieu, réformes de structure! Adieu, plan de la C.G.T.! La défense nationale emporte tout. Nous sommes tous redevenus frères, prêts à de grands sacrifices. Au sacrifice des sacrifices mêmes, n'est-ce pas, Monsieur Daladier, vous qui évoquez le départ de tout un peuple aux frontières menacées? Et l'on voit -- signe des temps -- revenir des formules qui sentent l'héroïsme et la gloire : mauvais Français, agents de l'étranger.

Je crois inutile d'insister sur ce point : le climat propice à une guerre est réalisé. Les états-majors des partis et du syndicalisme ont fait gaillardement le saut dans l'union sacrée. Reste la foule anonyme des sans-grades, de ceux qui payent des cotisations et dont le sort se joue dans l'ombre discrète des chancelleries. Il est hors de doute qu'un courant d' « honneur national », de « dignité », de « fermeté à l'égard des pays totalitaires », d' « antifascisme belliqueux » se répand dans le pays. Un tas de braves gens se sentent prêts à donner une leçon à Hitler, et à voler au secours de la Tchécoslovaquie ou de la Lithuanie. Mais il reste -- du moins je le crois -- des minorités récalcitrantes, des camarades pour qui les grands mots et les belles idéologies ne masquent pas le jeu sanglant des impérialismes rivaux. Au conseil national du parti socialiste, malgré l'étouffement des débats, malgré « une mise au pas » qui évoque les congrès spectaculaires des partis caporalisés, une minorité s'est affirmée contre l'union sacrée. Et dans la C.G.T. je ne pense pas que l'unanimité des syndiqués soit prête à voler aux frontières sur un signe de Daladier. Donc tout espoir de résistance n'est pas perdu.

⁂

La guerre? Pour quoi? Nous sommes dans ce pays des milliers d'hommes de ma génération qui, à peine sortis de l'enfance, avons dénoncé sans répit les traités de Versailles et d'ailleurs. Traités où la stupidité sénile s'alliait au mépris le plus évident de la morale internationale. Le 14 juillet 1919 — je faisais partie au même instant des quelques milliers d'énergumènes qui, dans la ribouldingue honteuse de Paris victorieux, clamaient devant les flics de Clemenceau leur haine farouche de la guerre! — le conseil national du parti socialiste « dénonçait les périls de toute sorte et les dangers de guerre qui résulteraient de ce traité ». Le 19 juillet 1919 Léon Blum — s'en souvient-il ? — pouvait écrire que « le traité de Versailles nous frappe comme un reniement, comme une trahison ». Nous avons sans relâche dénoncé le scandale des responsabilités unilatérales, des créations artificielles d'Etats vassaux autour de la Russie révolutionnaire. Nous avons montré l'impossibilité d'une Autriche autonome et soutenu l'idée de l'Anschluss alors que les maîtres de nos destinées s'opposaient même à l'idée d'une Union douanière. Partage inconscient de l'Europe. Statut générateur de guerres. Œuvres de crapules irresponsables qui sont mortes dans leur lit ou -- comme Tardieu -- participeront aux unions sacrées de demain! Nous avons lutté en des temps difficiles contre le néfaste Poincaré, contre l'occupation de la Ruhr. Nous avons stigmatisé une politique qui, sur les ruines de la démocratie allemande, a créé Hitler. Nous n'avons jamais été de ces ahuris qui ont découvert en Briand l'apôtre de la paix. Briand! l'homme qui fit échouer le plan Litvinov et qui justifia, devant une Allemagne désarmée, le surarmement d'une France, toujours anxieuse de sa « sécurité ». Nous savons — et vous, mes camarades communistes, l'avez-vous oublié? — qu'en 1931 Thaelmann disait au 11e plenum de l'Internationale communiste : « Nous déclarons solennellement devant tous

(1) « Peuple », 16 mars.

les peuples de la terre, devant les gouvernements et les capitalistes de l'étranger, qu'au cas de prise du pouvoir par nous, nous déclarons nuls et non avenus tous les engagements découlant du traité de Versailles. » *Nous savons que, quel que soit le parti au pouvoir en Allemagne ou en Italie, les revendications coloniales se poseraient avec la même acuité. Nous avons applaudi lorsqu'en* 1928 *Litvinov dénonçait à Genève* « le système des pactes fondés sur l'assistance mutuelle qui peut facilement finir par ressembler dangereusement aux systèmes des alliances d'avant guerre, système qui est une menace pour la paix et qui est à même de transformer n'importe quelle guerre locale en boucherie universelle ». *Nous avons inlassablement montré l'infamie d'une politique fondée sur le « respect des traités », sur « la sécurité collective », sur le droit aux peuples gavés de conserver, les armes à la main, leur part du monde. Et maintenant nous marcherions! Nous marcherions parce que, parait-il, la guerre de demain est défensive! Parce que vingt ans de diplomatie insensée ont lié notre sort à je ne sais quel Etat fabriqué par les soins de je ne sais quelle vieille bête! Parce que Léon Blum, à Soissons, a proclamé :* « Guerre jamais, sauf lorsqu'il s'agit de défendre le territoire national, sauf lorsqu'il s'agit de défendre le sort de ceux dont l'existence est liée étroitement à la nôtre » ! *Parce que Léon Blum, fils de gribouille, a bafouillé le 1*[er] *juillet 1936 à Genève :* « Il faut accepter l'éventualité de la guerre pour sauver la paix » ! *Parce que, le 25 mars 1936 Léon Jouhaux a accouché de cette antique bêtise :* « Pour défendre la paix il faut mettre à son service la force » ! *Parce que Mme Brunschvicg — ô douceur féminine! — le 11 novembre* 1937, *adjurait en ces termes les femmes :* « Femmes françaises, ne vous prononcez plus contre nos armements, mais réclamez-les! »

Non, et non! Nous ne marchons pas. La trahison des chefs, les progrès inquiétants de la stupidité générale ne peuvent nous faire renier vingt ans de lutte désintéressée. Lutter contre la guerre, ça ne nous a conduit à aucun mandat électif. Nous n'avons jamais retourné notre veste pour devenir un « honorable » ou pour brouter à la mangeoire syndicale. Aucune solidarité « nationale » ne nous unit aux équipes de malfaiteurs qui ont conduit la France et l'Europe au bord du précipice. Leur guerre ne peut être la nôtre. Nous avons tout de même une assez haute conscience de nous pour ne pas jouer notre peau dans un pareil jeu. Vos frontières, Monsieur Daladier, vous et vos pareils vous les avez tracées, vous en vivez : excusez-nous de ne pas vouloir en mourir!

⁂

La guerre? Pour quoi? Il s'agit, parait-il, de sauver les institutions républicaines et la liberté, d'opposer le bloc invincible des démocraties aux fascismes de proie et, sur la ruine des mystiques totalitaires, d'assurer la paix du monde. Ce qui permettait le 12 mars 1936 à Cachin de s'écrier : « Si nous devons faire cette guerre ce sera la dernière...! » *Soyons sérieux. Quelqu'un de bonne foi croit-il que la guerre soit capable de sauver quelque chose et surtout la liberté? Je ne veux pas reprendre une démonstration qui fait l'objet de l'excellente brochure de l'ami Felce : la guerre c'est le fascisme! Le jour où la nation — toute la nation — sera lancée dans la guerre, au même moment les citoyens des libres démocraties n'auront plus rien à envier aux sujets des Etats fascistes. Etat de siège, censure, suppression des libertés syndicales et politiques, asservissement des assemblées parlementaires, pouvoirs exorbitants concédés aux militaires : c'est ça la guerre. Fini, le civil. Place à la botte. Avons-nous la mémoire si courte que soit perdu le souvenir du sinistre vieillard qui justifiait tous les crimes, tous les abus par ces mots sans réplique : Je fais la guerre! Et j'admets même une victoire totale des Etats dits démocratiques, aussi totale que celle qui fut remportée sur le militarisme prussien. Sans prédire l'avenir, songez à un passé récent. Les fameux responsables — les Hitler de l'époque — sont morts paisiblement ou continuent de vivre une vieillesse honorable. Et jamais la France républicaine et victorieuse ne connût un tel mépris des libertés républicaines qu'au lendemain des quatre années de guerre. On ne laisse pas impunément la caste militaire exercer son autorité. Quand on renonce à la liberté pour « faire la guerre » on est prêt ensuite à la servitude. Et une nouvelle guerre serait suivie d'une telle régression morale qu'il ne serait même plus question alors des mots d'ordre trompeurs : défense de la démocratie, élargissement des libertés. Quand on pratique l'union sacrée, quand, suivant la définition de Romain Rolland* « parti nationaliste et parti internationaliste sont d'accord », *on joue un jeu où les uns gagnent à tout coup et où les autres, vous, moi, les pauvres bougres sont les éternels vaincus. Non, la guerre ne peut rien sauver, et n'importe quelle solution lui est préférable. Quant à l'honneur, la dignité nationale, le drapeau, les vertus de la race, permettez-nous de sourire. La guerre moderne n'a rien de commun avec les images d'Epinal et l'époque des épopées et des fanfares est à jamais révolue.*

⁂

Il n'est plus de bon ton, à propos de guerre, de faire ce que les soutiens d'une politique de fermeté — matamores aujourd'hui et embusqués demain! — appellent « du sentiment ». Soyons cornéliens. La dernière tuerie avait vu l'éclosion scandaleuse de « l'union des pères et mères dont les fils sont morts pour la patrie ». On fera mieux pour la prochaine et la Pasionaria a lancé, avec succès d'ailleurs, la nouvelle formule : « Il vaut mieux être la veuve d'un héros que la femme d'un lâche ». *L'œil sec, le poil luisant et les pieds au chaud... L'héroïsme de meeting avec la vie des autres! Vous la voyez d'ici, la guerre totale, « libératrice », « la grande croisade pour la liberté » avec ses cortèges de cadavres, ses cités détruites, et ses millions de victimes tombées sans doute — ô les discours de distributions de prix de ma jeunesse! — « les yeux tournés vers les étoiles »! Que restera-t-il alors de cette vieille Europe dont nous sommes la dernière lignée et que nous aimons malgré ses folies et ses fautes, Europe qui jadis, sous le ciel grec, affirma la raison et dont tant d'enfants illustres élevèrent si haut la dignité humaine? Au nom même des cultures qu'on prétend défendre, un pareil suicide est impossible. Et peut-on ajouter un mot au nom de l'individu, de l'Eu-*

dagascar ce que l'Angleterre a fait pour le Canada, l'Australie et l'Afrique du Sud.

Ainsi, et ainsi seulement, sera détruit l'impérialisme français et sera établi du même coup la base nécessaire pour la destruction des autres impérialismes.

Mais l'impérialisme a lui-même une base : c'est la division en nations. L'empire naît de la nation. Pour que l'impérialisme soit détruit d'une façon durable, il faut détruire ce qui lui a donné naissance : il faut détruire la nation.

Si les nations continuent à rester indépendantes les unes des autres, chacune en la plénitude de sa souveraineté, si elles persistent à former des unités politiques et économiques entièrement distinctes, libres de « se protéger » les unes des autres par des barrières de plus en plus élevées, il va de soi que l'impérialisme ne serait détruit que pour renaître immédiatement : pour trouver au dehors ce qu'elle n'a pas par elle-même, et qui lui est pourtant nécessaire, chaque nation serait obligée d'en subjuguer d'autres.

Il faut donc construire ce que j'ai appelé l'internation *et que je ne fais que rappeler : établir entre les différents pays un lien fédéral par lequel chacun d'eux abandonnerait à la Fédération une part de sa souveraineté. En un mot, mettre les différents Etats dans la même position par rapport à la Fédération que celle où se trouvent aujourd'hui les Communes par rapport à l'Etat.*

La constitution de cette Fédération peut être commencée dès maintenant en partant des pays possédant un régime politique analogue, pouvant, par exemple, se définir par l'existence d'un régime représentatif, d'une certaine liberté de discussion, de certaines garanties pour la liberté individuelle.

Telle est à mon sens la politique que le prolétariat pourrait promouvoir et qui se résume en ces deux principes : destruction de l'impérialisme, destruction de la nation.

Certes, les « réalistes » en souriront! Car, pour les « réalistes », tout ce que peut faire le prolétariat est, tout au plus, de manœuvrer dans l'orbite de la bourgeoisie, plus généralement de se coller à elle, d'épouser ses querelles, de se battre pour ses intérêts, et, dans tous les cas, de ne pas voir plus loin ou autrement qu'elle : chausser ses bottes et ses lunettes.

Mais si l'on estime que le « réalisme » est cette politique à la petite semaine pratiquée depuis vingt ans, il faut admettre aussi que la « réalité » est la situation à laquelle cette politique a conduit : celle de loups qui n'attendent que l'occasion la plus propice pour se dévorer.

Heureusement, là n'est pas la « réalité ». C'est, au contraire une politique du genre de celle que nous venons d'indiquer qui est réaliste, parce qu'elle est dans le sens de l'histoire.

Oui, je sais, au premier abord il ne le semble point. Jamais en effet le nationalisme, le chauvinisme, l'impérialisme n'ont été poussés au degré d'aujourd'hui; jamais ils ne se sont développés avec une aussi grande rapidité qu'au cours de ces dernières années. Il semble donc que ce soit eux qui soient dans le cours de l'histoire. Et cependant, ce n'est pas vrai; ce n'est pas vrai parce qu'ils sont la réaction, *et que la réaction n'est pas ce qui est dans le cours de l'histoire, mais ce qui s'oppose à l'histoire.* Réaction *veut dire :* contre *l'action, contre l'action de l'histoire.*

La réaction nationaliste, désespérée, à laquelle nous assistons aujourd'hui n'est qu'une réaction contre les développements techniques commencés il y a cent cinquante ans et fortement accélérés (au moins en ce qui concerne les applications pratiques) au cours de ces dernières décades. Ces développements techniques, et plus particulièrement ceux des moyens de communication, ont réalisé l'unité matérielle du monde. Or, du fait de cette unité, du fait que n'importe quel produit de n'importe quelle partie du monde peut être transporté sans délai, à peu de frais, en n'importe quel autre lieu, les vieilles économies, constituées presque toutes à l'abri des concurrences lointaines par suite de la difficulté des transports, ont été bouleversées. Avec un marché mondial unique, nos vieilles économies nationales se trouvèrent dans la même situation que le domaine seigneurial à économie fermée du haut moyen âge devant la création des marchés régionaux, due, elle aussi, aux perfectionnements des moyens de transport. La grande révolution économique qui débuta il y a quelque cinquante ans, le jour où le blé américain parut pour la première fois en quantités notables sur les marchés européens, s'est développée à pas de géants, risquant de submerger tout le passé.

Le passé s'est rebiffé.

Pour s'opposer aux bouleversements naissant de la constitution de cette économie mondiale unique que les progrès de la technique tendent à édifier, et qui ne peut s'édifier presque toujours qu'au détriment des situations acquises, les vieilles économies nationales, les « situations acquises » ont réagi en se barricadant dans leur intérieur, en se maintenant à l'écart du marché mondial par toute une série de mesures de force de leurs Etats. Isolement économique artificiel qui ne peut se maintenir qu'en maintenant la séparation politique des nations, et en renforçant au maximum l'idéologie qui la justifie : le patriotisme.

Mais les progrès de la technique, c'est la marche même de l'histoire. Se mettre en état d'insurrection contre la technique, tenter d'en arrêter les conséquences, c'est vouloir faire revenir l'histoire en arrière; or, c'est là chose à laquelle jamais personne n'est parvenu, ni aucun peuple, ni aucune classe. Le prétendu « réalisme » des nationalistes et des chauvins n'est donc que « contre-réalisme ».

Nous seuls, internationaux, sommes dans la

réalité, parce que nous sommes seuls dans le sens de la technique. Aussi sommes-nous tranquilles : les réactions nationalistes actuelles, si violentes qu'elles soient, ne seront que passagères. L'unité mondiale, politique aussi bien qu'économique, se fera.

Seulement, il se peut que, si des voies du genre de celles ci-dessus indiquées ne sont pas suivies, l'histoire en emprunte d'autres, autrement pénibles. Si le prolétariat ne réalise pas l'unité du monde, ... d'autres, hélas! s'en chargeront.

L'encre dont ces lignes étaient écrites était à peine sèche que la première mesure du programme qu'elles renfermaient se trouvait réalisée — mais... par d' « autres voies » : ce que l'impérialisme français avait obstinément refusé à l'Autriche durant vingt ans avait été accompli.

Le programme formulé pour la première fois il y a exactement quatre-vingt-dix ans, en 1848, par les démocrates d'Autriche et d'Allemagne, poursuivi depuis lors par toutes les forces populaires et socialistes des deux pays, était réalisé par Hitler, ... destructeur de la démocratie et du socialisme.

L'article 2 de la Constitution autrichienne du 12 novembre 1918, sortie spontanément de la conscience populaire au lendemain de la chute de l'Empire, qualifiait l'Autriche allemande de « *portion intégrante de la République allemande* ». Ausitôt l'impérialisme français obligeait le Parlement autrichien a révoquer cet article et imposait à l'Autriche l'article 88 du traité de Saint-Germain par lequel, sous prétexte de sauvegarder son indépendance, on lui interdisait... d'en faire usage. Puis, en 1931, lorsque dans un dernier effort pour secouer pacifiquement le joug franco-anglais, les démocraties allemandes et autrichiennes tentèrent d'établir un régime douanier commun, l'impérialisme français le fit interdire à l'Autriche — toujours pour sauvegarder son indépendance! — par la Cour de la Haye. En 1934 enfin, lorsque Hitler est déjà là et commence à réarmer, la « réaliste » politique française a une idée géniale : se substituer l'Italie comme gardienne de l' « indépendance » autrichienne. Mais, pour cela, il faut que, comme l'Italie, l'Autriche devienne fasciste; en conséquence, on tolère, si même on n'encourage, le massacre des ouvriers de Vienne par les Heimwehren mussoliniennes et on s'empresse de reconnaître comme l'expression de la « libre volonté » du peuple autrichien, la dictature la plus totale et la plus artificielle de toutes celles existant en Europe.

Résultat : le 15 mars 1938, l'hitlérien Seyss-Inquart, devenu chancelier d'Autriche, reprend la formule de la Constitution républicaine de 1918 en proclamant : « *Je déclare que l'Autriche est un pays du Reich allemand* ».

La dictature fasciste et papiste qui sévissait depuis quatre ans sur l'Autriche est remplacée par une dictature nationale-socialiste et anticléricale qui ne vaut pas plus, mais pas moins; par contre, le principe des « nationalités », c'est-à-dire d'Etats cadrant avec les unités nationales, qui était né avec le grand mouvement de 1848, qui n'avait cessé de se réaliser progressivement durant la seconde moitié du dix-neuvième siècle, et dont on avait fait le plus grand usage en 1918, mais dont, contre tout droit, on avait refusé l'application à l'Autriche, reçoit une nouvelle consécration.

Quant à l'impérialisme français, il en est tombé du coup dans une crise de *delirium*.

Allez, continuez! ô mes chers compatriotes. Continuez à faire une politique « réaliste » de « défense nationale », de chauvinisme et d'impérialisme! Persistez dans la politique de Clemenceau et de tous ses successeurs! Vous savez maintenant où elle conduit.

R. LOUZON.

Documents sur l'Autriche (1)

LA LUTTE DE L'AUTRICHE POUR SA REUNION AVEC L'ALLEMAGNE

L'article que nous traduisons ci-après presqu'en entier a paru dans la revue anglaise Plebs, *organe des Collèges ouvriers d'Angleterre. Son auteur est un socialiste autrichien, membre du Comité exécutif de l'ancien parti socialiste d'Autriche et rédacteur en chef, sous la République, d'un des quotidiens socialistes de Vienne. Arrêté quelques heures avant que n'éclatent les combats de février 34, il fut poursuivi pour « haute trahison », puis envoyé dans un camp de concentration, après quoi il partit pour l'exil.*

Cet article a été écrit après l'entrevue de Berchtesgaden et la nomination de Seyss-Inquart au ministère autrichien de l'Intérieur, mais avant les derniers événements :

(1) Voir aussi les deux articles publiés aux *Faits et Documents* dans la *R. P.* du 10 mai 36.

Lorsqu'à la fin de la grande guerre, la monarchie austro-hongroise tomba en pièces, la totalité des habitants de langue germanique de l'ancien Empire implora la réunion de l'Autriche à l'Allemagne. Les Alliés prétendaient combattre pour la démocratie et le libre droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Aussitôt après l'armistice, l'Autriche réclama ce droit pour elle, et, en conséquence, *elle se proclama partie intégrante de la République allemande* (2). Mais les impérialismes anglais et français empêchèrent, sous la menace de la force, l'unification des deux pays; *ils obligèrent le Parlement autrichien à révoquer cette proclamation* (2).

...L'Autriche est le restant d'un grand Empire qui comptait 56 millions d'habitants. A la fin de la guerre cet Empire se fragmenta. La Hongrie se

(2) C'est nous qui soulignons; ce sont là des faits importants qui sont maintenant beaucoup trop oubliés. (*Note du traducteur.*)

déclara indépendante, les Tchèques fondèrent leur propre Etat, les Polonais s'unirent aux Polonais de Russie et d'Allemagne pour créer la République polonaise, les Slaves du Sud se joignirent à la Serbie pour former la Yougoslavie, les Roumains rejoignirent ceux du royaume roumain. Seuls, les Allemands d'Autriche furent obligés par les vainqueurs à rester tout seuls.

L'Autriche était ainsi placée dans une très malheureuse situation. Elle n'était plus qu'un résidu. De 56 millions d'habitants, elle n'en avait plus que six et demi. L'Autriche avait été l'usine de tout l'Empire; le démembrement accompli, elle perdit ses marchés. Les merveilleuses Alpes autrichiennes étaient pleines de forêts, mais il n'y eut plus personne pour en acheter les bois. Au sud de Vienne, il est une puissante montagne toute en minerai de fer; autour d'elle, dans la vallée, un grand centre industriel s'était établi : ça devint un pays de détresse.

Pire que tout fut le destin de Vienne. Cette ville superbe, avec ses 2 millions d'habitants, avait été la capitale d'un vaste Empire. Elle avait été la résidence de l'empereur, de sa cour et de son administration. Elle avait été le siège de grandes banques exploitant la multitude des peuples qui s'étendent de la frontière suisse à la frontière russe, descendant jusqu'à la Méditerranée. Elle avait été le grand marché entre l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est, et, en outre, elle était un centre industriel important. Tel fut le fondement sur lequel avait grandi la puissance et la richesse de Vienne. Avec le démembrement, ce fondement fut ruiné par la marée montante des nationalismes. Vienne perdit sa base politique et économique. Elle tomba en décadence.

L'Autriche d'après guerre fut un produit artificiel de la diplomatie occidentale. La prospérité industrielle lui était refusée. Elle était condamnée à une misère éternelle si elle ne pouvait se réunir à nouveau à un grand pays lui offrant de larges marchés intérieurs. C'était une tête sans corps. Cette détresse économique fut la force principale qui conduisit l'Autriche à combattre pour l'unité avec l'Allemagne.

Mais en outre, les socialistes luttaient pour cette union parce qu'ils s'inspiraient d'un grand idéal qui donna à leur lutte toute sa noblesse. L'idée d'unir tous les Allemands de l'ancien « Saint-Empire romain germanique » en une grande République allemande, était un précieux héritage de la Révolution allemande de 48. Bismarck avait trahi cet idéal en adhérant à l'idée d'une « petite Allemagne », pour le profit du roi de Prusse; et il fut suivi par les classes dirigeantes allemandes.

Mais les socialistes allemands ne cessèrent jamais de lutter pour ce grand but. Karl Marx et Friedrich Engels, les pères du socialisme moderne, Ferdinand Lassalle et Auguste Bebel, les fondateurs du mouvement socialiste allemand, proclamèrent ce but comme l'une des tâches de la révolution allemande à venir. Lorsque cette révolution, si ardemment désirée, survint en 1918, les socialistes d'Allemagne et d'Autriche essayèrent de réaliser la promesse de la Révolution de 48.

Les impérialismes anglais et français les en empêchèrent; par là ils empêchèrent la paisible consolidation de la République allemande et se trouvèrent détruire, par voie de conséquence, les perspectives de paix en Europe.

Julius Braunthal.

LA DICTATURE DOLLFUSS-SCHUSCHNIGG ET LE NAZISME AUTRICHIEN

Le texte ci-après est extrait d'un livre qui n'est pas suspect d'animosité à l'égard de la soi-disant « indépendance » autrichienne. Il s'agit du Manuel géographique de politique européenne *de Jacques Ancel. L'auteur, professeur de géographie politique à l'Institut des hautes études internationales, est ce que le* Canard Enchaîné *pourrait appeler un professeur (sic). Sa tâche principale consiste à justifer « géographiquement » les traités de 1919 et la politique du Quai d'Orsay. Néanmoins, il n'a pu faire autrement que d'écrire les lignes qu'on va lire :*

La constitution du 1er mai 1934, adoptée par un *Nationalrat* épuré, fonde l'« Etat fédéral, chrétien, allemand, à base corporative », où le mot république est banni, condamné parce que, dit un commentaire officieux, il rappelle la Révolution française. C'est l'Etat des Ordres, *der christliche Ständesstaat*, que prônait Mgr Seipel. « Au nom du dieu tout-puissant, de qui émane tout droit, le peuple autrichien reçoit » une constitution. Pas d'élections. Pas même de plébiscites, comme dans les régimes fasciste ou hitlérien. Cinq Conseils, nommés par le président et sans initiative législative. Un président nommé par les Conseils. Un gouvernement sans responsabilité devant le Parlement. La dictature d'un groupe. Peu de régimes sont moins démocratiques. Le corporatisme même y est illusoire, car les corporations ne sont pas encore instituées. Le nouvel Etat n'est qu'un Etat autoritaire à apparence corporative.

La parole est retirée au peuple. Il semble donc que l'opposition soit forte. Peut-on mesurer les forces du parti nazi, pangermaniste, interdit en droit depuis le 13 juin 1933, pratiquement diffus dans les « milieux nationaux » ? Peu à peu l'hitlérisme réussit à grouper contre le régime actuel une multiple coalition. Contre l'aristocratie juive, enracinée à Vienne, qui la régente à la fois des conseils d'administration bancaires et industriels et des chaires d'université, il se fait l'avocat d'un prolétariat artisanal et intellectuel : il est un parti antisémite d'abord, comme en Allemagne, plus qu'en Allemagne. Reprenant à son compte le *Los von Rom* (3) de Schönerer, la lutte de 1890 des vicaires contre les évêques, il groupe, dans un village bouleversé de fond en comble ces derniers temps par l'école, le cinéma, la T.S.F. et l'autobus, la petite bourgeoisie et la petite paysannerie des jeunes : face à une dictature de droit divin, que soutient le clergé, il est anticlérical. Contre le gouvernement de la *Heimwehr* antiplébéienne, qui compte, dans son sein propre, des légitimistes avérés et des fascistes clandestins, qui est appuyée par tous les suppôts de l'ancien régime, nobles et officiers, il réunit les ouvriers et les employés des villes : il prend la figure — ou le masque — socialiste. Ainsi, antijuif, anticatholique, anticapitaliste, recruté parmi les petites gens, qui souffrent le plus de la crise, dans un Etat de liquidation qui depuis quinze années se scrute, cherche ses forces et sa raison d'être, le parti hitlérien cristallise une masse amorphe de révolution sociale.

Jacques Ancel.

(3) Séparation d'avec Rome.

PARMI NOS LETTRES

Postgate nous envoie une lettre comportant deux sujets distincts; nous publions séparément chacune des parties de cette lettre, en les faisant suivre, l'une et l'autre, d'une réponse.

La prise de Teruel.

Je me permets, en vertu d'une amitié qui date depuis des années, de vous dire amicalement que les récents numéros de la R.P. me font frissonner. Quittez la fausse route, je vous en prie, avant de devenir d'esprit aussi étroit, pleins de bile et de tartufferie, autant que les staliniens eux-mêmes.

Relisez par exemple votre petit article « Nouvelles de Teruel » qui conclut : « Les brigades confédérales de la C.N.T. avaient conquis Teruel, la bri-

gade communiste du Campesino l'a perdu. C'est dans l'ordre ». *Les syndicalistes sont tous braves et nobles! Les communistes sont tous des lâches! Je me souviens d'avoir lu des choses comme ça, mais c'était pendant la guerre, les gens toujours nobles étaient les soldats anglais, et ceux qui couraient comme des lièvres étaient les «Huns».*

Pour moi, je crois que ce fut la faim qui vainquit les Allemands et que ce sont les énormes nouveaux trimoteurs allemands et italiens qui ont repris Teruel, et qu'un syndicaliste écrasé par un obus est aussi mort qu'un communiste.

Dans les rangs des communistes, des socialistes, et même parmi ceux qui n'ont pas de parti, il y a des gens qui sont aussi forts, aussi désintéressés, aussi intelligents que nous-mêmes. Nos ennemis sont extrêmement forts, et si nous ne faisons pas l'unité nous serons tous écrasés sans distinction. Dans le tombeau nous aurons tout le temps de discuter des tendances et des querelles de secte, mais, à ce qu'on me dit, nous n'y serons plus intéressés.

Quel est votre but? Convaincre vos amis socialistes et communistes (j'écris : amis) *que dans certaines questions assez importantes ils ont tort? — Ou bien, vous en faire des ennemis à jamais, dans l'espoir d'une courte et sauvage bataille où ils seraient anéantis? C'est, je l'espère, le premier but qui est le vôtre. Alors, il faut tenir compte de leurs croyances, même parfois de leurs préjugés. Il faut se priver, de temps en temps, du plaisir d'imprimer un beau bouquet d'adjectifs insultants, ce que vous ne faites pas maintenant. Vous modelez votre style et vos accusations sur celles des staliniens. Certes, ils débitent pas mal de saletés et de calomnies, mais pourquoi se modeler sur eux?*

... On peut être un vrai révolutionnaire et croire qu'en Espagne la militarisation et la centralisation étaient nécessaires. Les miliciens se battirent avec succès contre les réactionnaires espagnols, mais aussitôt que les munitions et les soldats italiens et allemands furent arrivés, ce n'a plus été qu'une série de défaites. Une police comporte des policiers qui agiront selon le caractère des policiers; une armée des officiers militarisés qui agiront eux aussi conformément à leur métier; la centralisation comporte des bureaucrates qui détruiront, du fait même de leur existence, les libertés nécessaires. On peut bien s'apercevoir qu tout cela est détestable et qu'il est bien difficile par la suite de s'en débarrasser. Et, quand même, trouver que c'est nécessaire, et préférable à Franco.

1° Où Postgate nous a-t-il vu déclarer que les syndicalistes étaient tous braves et les communistes tous lâches? S'il avait lu avec suffisamment d'attention la note qu'il incrimine il aurait constaté qu'elle disait, implicitement, juste le contraire. Il y était dit en effet que la République espagnole ne pouvait plus compter que sur les troupes de la C.N.T. «*maintenant que les brigades internationales ont à peu près disparu*», ce qui impliquait qu'elle pouvait compter aussi sur les brigades internationales. Or les brigades internationales étaient une formation communiste.

Mais, en outre, il ne s'agit ni de courage, ni de lâcheté. Si Postgate avait lu avec une attention suffisante les articles de la *R.P.* consacrés à la Révolution espagnole, il aurait compris, sans qu'il soit besoin de le lui spécifier, que notre note visait autre chose.

Répétons-le pour tous ceux qui l'auraient oublié.

A l'heure actuelle, le parti communiste espagnol n'est composé dans sa presque unanimité que de gens qui y sont entrés pour *se mettre à l'abri :* bourgeois et anciens membres des partis réactionnaires : *Ceda*, Jeunesses catholiques, etc... Tous les anciens adhérents de ces partis qui n'ont pu fuir chez Franco se sont précipités dans le parti communiste qui leur offrait à la fois le plus sûr refuge individuel, puisqu'il disposait de la police, et le plus sûr refuge social puisqu'il s'est solennellement prononcé en faveur du maintien de l'ordre social bourgeois, du maintien de la propriété individuelle, et qu'il pratique «la main tendue» à l'égard de tous ceux qui, quel que soit leur passé, acceptent, ne fût-ce que du bout des lèvres, de se déclarer contre Franco. C'est pourquoi, à Valence par exemple, le chef du parti communiste n'est autre que l'ancien chef, en cette même ville, du parti de Gil Robles; c'est pourquoi, dans les villages de Castille, tous les «caciques» ont adhéré au parti communiste, n'hésitant pas à payer des centaines de pesetas pour avoir la bienheureuse carte qui leur assurait la protection de la police et la possibilité, le cas échéant, de «caciquer» à nouveau; c'est pourquoi *la Humanitat* elle-même, le journal de Companys, qui n'est pas positivement un journal révolutionnaire! dénonce les mœurs d'ancien régime introduites en Catalogne par le parti communiste, du fait, dit ce même journal, qu'il n'est composé que des membres des partis réactionnaires de l'ancien régime.

Voilà pourquoi nous avons dit que la République espagnole ne pouvait pas compter sur les divisions communistes espagnoles, et voilà pourquoi, lors de l'offensive de cet été en Aragon, un bataillon entier de la division communiste espagnole Karl Marx s'est rendu à l'ennemi sans combattre et qu'on a dû fusiller la moitié de l'état-major de la division.

Les «communistes» des divisions communistes espagnoles sont peut-être aussi braves que n'importe qui d'autre, mais... c'est chez Franco qu'ils préféreraient montrer leur courage.

2° Lorsque les munitions et soldats italiens et allemands sont arrivés, dit Postgate, ça n'a été qu'une série de défaites. Donc, la centralisation et les officiers militarisés sont nécessaires.

Qu'est-ce que cela veut dire?

Quand les *munitions* italiennes et allemandes sont arrivées ça n'a été qu'une série de défaites, cela est incontestable. Quand les républicains n'avaient pour défendre Badajoz qu'une unique mitrailleuse, ils ont, avec cette mitrailleuse unique, presque totalement anéanti une compagnie entière du Tercio, mais les autres compagnies ont passé. Quand Durruti n'avait que quelques cartouches par homme et qu'il ne restait plus un gramme de poudre à Barcelone, il n'a pas pu s'emparer de Saragosse. Mais qu'est-ce qu'y aurait changé la centralisation et le «métier» des officiers militarisés? En quoi est-ce que ça aurait donné des munitions? En quoi est-ce que ça aurait fait lever le blocus de M. Blum? En quoi est-ce que ça aurait fait se créer, d'un coup de baguette magique, une industrie de guerre?

Quant aux *hommes*, soldats italiens et allemands, ils ont été régulièrement battus avant que la «centralisation» et la «militarisation» aient été effectivement réalisées, et vainqueurs après. Je ne sais pas, il est vrai, à quel moment exact Postgate entend faire commencer la centralisation et la militarisation; pour moi, je la fais commencer après les événements de Mai, lorsque, par l'installation du général gouvernemental Pozas à la délégation catalane de la guerre, à la place du camarade Isglesias, l'armée d'Aragon perdit son autonomie. Or l'intervention des troupes allemandes a eu lieu essentiellement sur le Jarama, fin 1936, lors de la tentative de déborder Madrid par le Sud, c'est-à-dire avant la «centralisation», et l'attaque sur le Jarama fut rapidement bloquée. Quant aux troupes italiennes elles sont intervenues en mars 1937, c'est-à-dire également avant la centralisation, dans l'attaque sur Guadalajara visant à déborder Madrid par le Nord, et cette attaque se termina par l'écrasante défaite que l'on sait, défaite qui leur fut infligée notamment par la colonne cééntiste de Cipriano Mera.

Ainsi l'échec allemand et la défaite italienne eurent lieu avant la «centralisation», alors que n'existait encore que cette remarquable «coordination» qui permit à Durruti d'apparaître à Madrid avec 10.000 Catalans au jour précis du danger et d'avoir été ainsi le troisième facteur, indispensable, qui permit d'interdire à Franco l'entrée de Madrid (les deux autres étant l'arrivée des mu-

nitions russes et celle de la première brigade internationale).

En revanche, depuis la centralisation et le chef unique, les Italiens ont été vainqueurs sur le front du Nord, et ils le furent sans qu'aucune tentative n'ait été faite par l'armée « unique » et « centralisée » pour venir en aide à ceux qui étaient attaqués.

Par ailleurs, si Postgate avait, comme l'auteur de ces lignes, vu de près, *de l'intérieur*, les officiers militarisés chers à son cœur, et les autres, il se serait, j'espère, facilement rendu compte que la capacité effective de commandement (non pas certes dans la cour d'une caserne, mais au combat) était du côté des « autres » et non pas de ceux qui agissaient selon leur « métier ». Il aurait sans doute compris aussi que ce n'est pas techniquement mais *socialement* que les officiers militarisés sont nécessaires, nécessaires seulement pour assurer le prestige des classes privilégiées.

En effet, s'il avait vu, d'une part, comme c'était le cas dans la compagnie céentiste à laquelle j'ai eu l'honneur d'appartenir, des officiers vivant en camarades avec leurs soldats, mangeant au même rata, épluchant les mêmes pommes de terre, touchant la même paie et portant le même uniforme, — et s'il avait vu, d'autre part, comme c'était le cas dans la compagnie d'une division bourgeoise à laquelle la précédente fut un jour envoyée en renfort, des officiers pimpants, la badine à la main, le verbe haut, exigeant le salut et un impeccable garde à vous, jusque dans les tranchées, il n'aurait pas eu besoin d'être grand psychologue pour comprendre où étaient les véritables possibilités de commandement et où était la capacité combative. Il aurait compris également qu'il n'y a pas *une* armée, mais une armée prolétarienne et une armée bourgeoise, et que leur structure différente n'a rien à voir avec les nécessités de la « technique » de la guerre mais seulement avec celles du maintien de l'ordre social bourgeois. Et finalement il comprendrait aujourd'hui pourquoi ce sont les brigades confédérales qui ont pris Teruel, et les autres qui l'ont perdu.

Les procès de Moscou.

Voici la seconde partie de la lettre de Postgate :

Il ne faut pas parler des procès russes comme si c'était un complot de Staline à la suite duquel de grands chefs révolutionnaires, tous innocents, ont été assassinés. On n'a pas encore expliqué les confessions. Ne me parlez pas des tortures secrètes, ni des drogues thibétaines, ni de l'âme russe, ni de l'esprit d'unité dans le parti communiste. Les accusés se levaient en pleine cour, sans fers, en bonne santé, et n'ayant pas tous une femme ou des enfants entre les mains du Guépéou. Ce n'étaient pas tous des lâches, et ils s'accusaient fermement et avec calme de choses atroces. La presse mondiale était là, le crayon levé, et il n'y eut pas un seul Dimitrov pour se reprendre et crier aux bourreaux que le procès était un complot ignoble, qu'il était un soldat de la Révolution et qu'il entendait le demeurer. Il y a encore quelque chose là qui n'est pas expliqué.

Oui, on n'a pas expliqué les confessions! Pas plus qu'on n'a expliqué celle de Bakounine.

Seulement, on ne les explique pas davantage en supposant les accusés coupables qu'en les sachant innocents.

A-t-on en effet jamais vu des coupables s'accuser, sans qu'ils y soient obligés par les preuves amassées contre eux? Or, dans tous les procès que vise Postgate (le dernier n'était pas encore commencé lorsqu'il a écrit sa lettre, mais il ne fait pas exception), l'accusation n'a fourni *aucune preuve*, aucune autre preuve, aucun autre fait que ceux qui lui étaient fournis par les accusés. Ce sont les accusés qui ont eux-mêmes dressé tous les éléments de l'accusation (en y mettant d'ailleurs parfois, comme pour avertir l'histoire, des choses manifestement absurdes ou dont l'inexactitude matérielle pouvait facilement être contrôlée). Où a-t-on jamais vu innocents ou coupables agir ainsi? Et il ne s'agit pas d'un homme ou deux qui ont fait cela, mais de dizaines.

Pourtant si! on a vu cela, mais pas dans les temps modernes. On l'a vu à l'époque de la torture. A l'époque de la torture on a vu, également en masse, des inculpés s'accuser de crimes formidables, à l'appui desquels l'accusation aurait bien été incapable d'apporter le moindre fait, le moindre commencement de preuve en dehors de l'« aveu » du torturé. Depuis l'abolition de la torture, on n'avait plus rien vu de semblable... jusqu'aux actuels procès de Moscou.

Mais, surtout, répétons à Postgate ce qu'Yvon a déjà écrit dans la *R.P.*, c'est que les procès de Moscou, les jugements et les exécutions des anciens chefs bolcheviks ou mencheviks ralliés, ne sont qu'un tout petit élément du régime de terreur général instauré en Russie par la contre-révolution stalinienne. Il y a quelques dizaines de « chefs » qui ont été jugés et qui ont, en audience publique, fait des « aveux », mais il y a des centaines d'autres « chefs », des dizaines de mille de militants, des centaines de mille d'ouvriers et de paysans qui, eux, n'ont jamais été jugés, ni publiquement ni même à huis clos, qui n'ont avoué quoi que ce soit, et qui, néanmoins, par simple décision de police, ont été ou exécutés, ou emprisonnés et déportés pour des années et des années.

C'est là le crime, le crime fondamental dont les procès à grand tapage de Moscou ne sont qu'une petite illustration particulière.

Et c'est un crime que, si bouchés qu'il veuille que soient ses yeux et ses oreilles, Postgate ne peut tout de même pas ignorer. S'il l'ignore, il peut se renseigner à des sources directes. Qu'il vienne demander à V. Serge ou à Ciliga, par exemple, s'ils ont été jugés, quels crimes ils ont avoués, et s'ils n'en ont pas moins fait des années de prison et de déportation dont ils n'ont été tirés que par suite de circonstances tout à fait spéciales.

Et, plus près de nous, en Espagne, les militants du Poum, les Nin, les Gorkin, les Andrade, ... est-ce qu'ils ont avoué être des agents de Franco? Et est-ce que cela a empêché Staline de faire disparaître Nin, d'obliger, sous peine de rupture, le gouvernement espagnol à maintenir les autres en prison bien que l'instruction n'ait abouti qu'à démontrer leur innocence? Est-ce que cela empêche tous ses valets de plume de continuer à répéter chaque jour que ces hommes sont des agents de Franco?

Juger les procès de Moscou isolément, prétendre les juger en fonction seulement d'aveux qu'on déclare soi-même inexplicables, supprimer tous les faits, tout le régime de terreur policière qui les entoure et les éclaire, c'est faire preuve du même mépris des faits que dans l'interprétation des événements d'Espagne; c'est être autant l'esclave des lieux communs de la propagande stalinienne qu'on l'est, dans le cas précédent, de ceux de la propagande « démocratique ».

R. L.

POUR L'HISTOIRE

Pour éviter toute fausse interprétation, provenant de ce que, autrefois, presque tout le front d'Aragon était tenu par les troupes confédérales, indiquons que les deux divisions qui tenaient la partie du front attaquée par Franco, dans son offensive victorieuse du Sud de l'Ebre sur Alcaniz-Caspe, étaient les divisions Lister et Campesino, toutes deux stalino-bourgeoises.

La division Lister est celle qui s'est sauvagement illustrée dans la dissolution par la force des collectivités paysannes d'Aragon.

Le troisième procès de Moscou

II

REMARQUES SUR LA PROCEDURE. — 1. Cette opération judiciaire a été conduite avec une hâte plus grande encore que les précédentes. Le procès n'a été annoncé que deux jours à l'avance. Volonté très nette de mettre le pays et l'opinion étrangère devant des faits accomplis. — 2. Cette fois encore, aucune preuve matérielle n'a été produite au cours des débats. Aucune pièce, exception faite d'une vieille lettre — déjà connue — de Kréstinski à Trotsky sans grand intérêt. Il a été question des archives de Rykov, mais on n'en a rien tiré. Sans doute parce qu'il n'y a rien à en tirer. — 3. Aucun des faits de sabotage et autres allégués à l'audience n'a fait l'objet d'une vérification ou même d'une étude contradictoire, exception faite d'expertises concernant les empoisonnements médicaux. — 4. On a évité avec soin les précisions de date et de lieu et les descriptions qui auraient pu authentifier les confessions. — 5. Le tribunal a passé outre les contradictions les plus flagrantes entre les accusés et parfois dans les dépositions d'un même accusé. Ainsi Iagoda dénonçant comme espions tous ses sous-ordres, mais écartant avec dédain, pour lui-même, l'accusation d'espionnage. — 6. Le tribunal a ignoré les démentis venus en foule de l'étranger (1). — 7. Le tribunal ne s'est aucunement soucié d'expliquer la déconcertante sélection des accusés qui domine tout le procès. Il a été sans cesse question de vieux bolchéviks fusillés sans jugement comme Enoukidzé, Karakhane, Toukhatchévski et d'autres pas encore fusillés, semble-t-il, comme Roudzoutak, formellement demeuré membre du bureau politique, Antipov, Préobrajenski et Biéloborodov. — 8. L'accusation a fait preuve dans le cas Kréstinski d'un cynisme déconcertant. A la première audience, Kréstinski s'écrie : « Non, je ne suis par trotskyste; non, je ne suis pas un espion; non, je n'ai pas rencontré Sédov, le fils de Trotsky. Je suis membre du parti communiste depuis de nombreuses années et me considère toujours comme membre du parti ». Le compte rendu officiel n'enregistre pas ces paroles, se bornant à constater que Kréstinski nie. La nuit lui porte conseil et dès le lendemain il se ressaisit et avoue en ces termes : « C'est dans un sentiment douloureux de honte, et accablé par mon état maladif, qu'hier, presque machinalement, je me déclarai innocent. Je me reconnais pleinement coupable de toutes les accusations portées contre moi ». — 9. L'accusation a fait preuve à certains moments d'une insigne malhonnêteté. Il résulte des débats que l'inculpation d'espionnage n'avait pas été relevée contre Boukharine et fut ajoutée par le procureur (agissant sur directives de qui on devine) pendant l'interrogatoire même. — 10. La conduite des débats a été scandaleuse. On a vu le procureur dicter en quelque sorte à certains accusés des passages entiers de leur déposition ou ajouter des noms à ceux qu'ils indiquaient. Le procureur a délibérément empêché Boukharine de poser à des témoins des questions susceptibles de renverser l'accusation sur des points précis. L'accusation a cherché à créer des confusions même entre des faits historiques bien établis comme une conversation tenue en 1918 entre bolchéviks et socialistes-révolutionnaires *de gauche* sur l'arrestation éventuelle de Lénine et l'attentat commis contre Lénine, quelques mois plus tard, par les socialistes-révolutionnaires *de droite*. En général, le procureur expose et l'accusé confirme. Tous les interrogatoires commencent par la question rituelle : — Vous reconnaissez-vous coupable? — afin qu'il ne soit pas possible à l'accusé d'engager un combat sur les chefs mêmes de l'inculpation. — 11. Les comptes rendus officiels publiés sont partiellement sténographiques, partiellement analytiques et totalement tripatouillés.

L'ENORMITE DU FAUX éclate non seulement dans les détails mais davantage encore dans l'ensemble de l'accusation. Y a-t-il eu complot? Le correspondant du *Temps* est enclin à l'admettre dans une certaine mesure et il évoque à ce propos la tradition russe qui remonte aux Décembristes (1825) et au Parti de la Volonté du Peuple (1881). Ces rappels de l'histoire ne sauraient porter que sur le public étranger, parfaitement ignorant des conditions d'existence en U.R.S.S.. et l'on s'étonne de les trouver sous la plume d'un observateur aussi averti que M. Pierre Berland. Il est en effet notoire qu'une personnalité politique, même de second plan, est toujours soumise en Russie à une surveillance de tous les instants qui s'étend à ses conversations téléphoniques, à sa correspondance, à ses déplacements, à ses occupations, à ses relations. Dès 1928, un Boukharine n'osait pas téléphoner à un Kamenev. Cette existence sous verre suffirait à exclure tout complot et toute action. Mais il y a plus. Les actes de sabotage dont les accusés se sont reconnus coupables devaient exiger de très nombreux agents d'exécution. Il ne dépend pas d'un haut fonctionnaire de provoquer une épizootie sans de nombreuses complicités. Or, du haut en bas de l'échelle sociale, depuis de longues années, toutes les nominations ont été faites par les comités du parti qui sélectionnaient rigoureusement leur personnel et ne confiaient des fonctions importantes qu'aux membres offrant toute garantie de fidélité à la « ligne générale ». Le complot et le sabotage apparaissent donc comme des impossibilités matérielles.

(L'industrialisation et la collectivisation, tout entières, offrent, il est vrai, le spectacle d'un immense sabotage qui, d'après des données toutes récentes, aurait coûté à l'U.R.S.S. une déperdition de population de 25 millions d'âmes environ. Tels sont les frais généraux du Thermidor et du Brumaire soviétiques. On comprend que Staline ait besoin de les faire retomber sur des boucs émissaires!).

L'impossibilité de la trahison et de l'espionnage n'est pas moins flagrante. Elle est historique, politique, policière, psychologique et morale. Des hommes qui ont les admirables biographies des Rykov, Boukharine, Rakovski, Rosengoltz ne sauraient se transformer en traîtres avec l'aisance puérile que nous décrit Vychinski. Mais cet argument moral est superflu : les diplomates et les gouvernants de l'U.R.S.S. vivaient tous, eux aussi, dans une maison de verre, sous les yeux du Bureau politique. Enfin, une autre raison irréfragable se présente contre la thèse monstrueuse de l'accusation. Trois jours avant d'être fusillés, — et cette fois ils savent bien qu'ils le seront, — les

(1) Démentis de Théodore Dan, Magdeleine Paz, Alfred Rosmer, Trotsky, Emile Buré, M. Nicolle, Avksentiev (pour le parti s.-r. de droite), Nicolaïevski (pour le *Courrier socialiste* russe), M. Paul Schaeffer; démenti du Bureau des passeports norvégien sur la correspondance de Trotsky en juin 36; démenti du gouvernement britannique pour l'Intelligence Service...

principaux accusés enjambent leurs propres cadavres *pour rendre un suprême service à la patrie soviétique*. J'ai déjà montré que la plus profonde et la plus décisive raison de leurs mensonges en service commandé est dans le patriotisme soviétique. Ils raisonnent ainsi : « Staline nous assassine, nous déshonore et risque de perdre la révolution. Mais le pays socialiste est une réalité, Staline est à sa tête, toute la jeunesse croit en lui, ne pouvant faire autrement, et voilà ce qui compte le plus ». Boucs émissaires? Pourquoi ne pas l'être avec bonne volonté, jusqu'à la mort, si le salut de l'U.R.S.S. l'exige? Je ne fais que paraphraser ici les dernières déclarations de Rosengoltz et de Boukharine. On n'accusera pas ces hommes de lâcheté. Rosengoltz refusa de signer son recours en grâce. Boukharine vivant ses dernières heures, le pistolet sur la nuque, a livré avec lucidité, avec humour, avec un courage sans bornes en tout cas, un étonnant combat. Pourquoi cette défense obstinée et victorieuse sur certains points, coïncidant avec, sur d'autres, des aveux insensés qui se réfutent eux-mêmes? Pour l'histoire. Pour que l'on s'y retrouve plus tard.

N'Y A-T-IL DONC RIEN DE VRAI dans tout ce fatras de confessions? L'analyste y retrouve pas mal de choses connues depuis dix ans et dont la déformation, l'exagération, le truquage, l'interprétation tendancieuse forment toute la charpente de l'affaire.

Il y a d'abord cette idée fondamentale des hommes de la Révolution d'Octobre, si puissamment exprimée par Lénine à l'époque du traité de Brest-Litovsk : « Nous reculerons s'il le faut jusqu'à l'Oural mais nous tiendrons! ». En 1926-27 le Bureau politique, croyant la guerre imminente et sachant l'U.R.S.S. dans l'impossibilité de la faire victorieusement, étudia plusieurs fois quels compromis consentir pour l'éviter. En 1919, au moment où les Alliés proposèrent de réunir à Prinkipo une conférence de la paix entre les Blancs et les Rouges, le Comité central de Lénine se déclara disposé à reconnaître les dettes de l'Empire, à accorder des concessions aux capitalistes étrangers et à consentir même « à l'annexion par les puissances de l'Entente de certains territoires russes... ». (Note, signée par Tchitchérine, le 4 février 1919, citée dans *L'An I de la Révolution*, p. 426). Des idées analogues ont pu et dû faire l'objet de discussions nombreuses dans les milieux dirigeants de l'U.R.S.S. Selon l'état plus ou moins grave de la situation intérieure, les propos ont dû être plus ou moins empreints de pessimisme. Toujours dominés en tous cas par la volonté de tenir, pour le socialisme, à tout prix. Quiconque connaît la mentalité bolchévik ne saurait avoir aucun doute à cet égard.

Il faut ensuite revenir, pour y retrouver toutes les données profondes du procès des Vingt et un, à un document capital publié à Moscou au début de 1929 par l'opposition de gauche et reproduit à Paris par *Contre le Courant*, le 12 avril de la même année. Il s'agit des notes prises par Kamenev, pour Zinoviev, à la suite d'entretiens avec Boukharine qui, membre du Bureau politique, venait de rompre avec Staline. Boukharine disait en substance : « Nous estimons que Staline met toute la révolution en péril... C'est un intrigant sans principes qui subordonne tout à la possession du pouvoir... Si nous intervenons, on nous étranglera en nous accusant de scinder le parti. Si nous n'intervenons pas, on nous étranglera avec de mesquines manœuvres en nous rendant responsables de la crise du blé en octobre... Notre situation est désespérée. Si le pays périt, nous (le parti) périssons aussi. Si le pays s'en tire, Staline manœuvre et nous périssons aussi. Que faire quand on est en présence d'un adversaire de ce genre, Gengis Khan, bas produit du comité central?... La politique de Staline conduit à la guerre civile. Il faudra qu'il noie les soulèvements dans le sang. » Iagoda était nommé parmi les sympathisants de la tendance Boukharine. J'ai donné dans *De Lénine à Staline*, une analyse détaillée de ce document historique devenu de première importance et qui, pour la perspicacité du jugement porté sur Staline, ne se peut comparer qu'au testament de Lénine. Ces marxistes russes, si difficiles à comprendre eux-mêmes, comme ils savaient comprendre les hommes!

Les débats ont roulé, pendant tout l'interrogatoire de Rykov notamment, sur un autre document, malheureusement inédit, bien qu'il ait été résumé dans deux tracts, répandus dans les usines de Moscou en 1932 : la plateforme de Rioutine. Rioutine, ancien secrétaire du comité de Moscou, s'était trouvé à la tête d'un groupe d'opposition formé de vieux ouvriers bolchéviks, d'intellectuels de la tendance Boukharine (la droite) et de militants de ce qu'on appelait alors la gauche stalinienne : Chatskine, Lominadzé, Jan Sten. Il avait fait des avances à la gauche (trotskyste), sans grand succès, celle-ci étant tout entière en prison. La plateforme Rioutine préconisait « l'émancipation des paysans » au moyen d'un manifeste qui eût mis fin à la collectivisation forcée; une réforme radicale de la vie intérieure du parti· l'élimination de Staline, même par la force; la réintégration de Trotsky. Elle contenait quelques passages d'une extrême dureté à l'égard de Staline qu'elle comparaît à l'agent provocateur Asev. Rioutine fut inculpé de terrorisme, condamné à mort, gracié, emprisonné et vraisemblablement fusillé par la suite.

Le certain, enfin, c'est que depuis des années tout le vieux parti se sentait mener à sa perte par Staline, vouait au chef officiellement adoré une haine mortelle. mais se trouvait réduit à une impuissance complète.

•

L'AFFAIRE IAGODA paraît contenir une autre sorte de vérité. Ici, point n'est besoin de truquage et d'interprétations pour toucher au crime patent. Mais les diverses oppositions n'y sont pour rien. S'il y a un plus grand coupable derrière le Fouché, dont la carrière vient de finir, c'est celui dont il ne fut jamais que le docile instrument. Les raisons de la disparition de Iagoda et de tous ses collaborateurs sont évidentes; supprimer les hommes qui ont préparé le premier procès, accompli le coup de force policier de 1936 contre les vieux bolchéviks et dériver sur eux la responsabilité de dix années de répressions ininterrompues. Pour la Russie entière, Iagoda restera le créateur des camps de concentration les plus vastes du monde où peinent des centaines de milliers de forçats. Une caricature publiée par les *Isvestia* du 10 mars représente « l'homme de fer » d'hier, l'un des meilleurs des collaborateurs du chef génial, avec du sang jusqu'aux genoux. Staline aura commandé Iagoda pendant plus de dix ans, commandé Vychinski contre Iagoda et pour finir commandé ce dessin à la veille de commander l'exécution de Iagoda. Toujours est-il que les interrogatoires de Iagoda et de son secrétaire Boulanov nous font pénétrer dans une infernale cuisine.

On appréciera par exemple les passages suivants dont la publication constituerait une imprudence monumentale s'il y avait vraiment une opinion publique internationale.

Vychinski : Savez-vous ce qu'a fait Iagoda quand, de cette prison, Smirnov fut amené à celle de Moscou?

Boulanov : Je sais que Iagoda enfreignit sa règle de conduite. Il n'avait pas coutume d'aller à la prison, mais il alla voir Smirnov.

Vychinski : Dans sa cellule?

Boulanov : Oui.

Vychinski : Pourquoi faire?

Boulanov : Je l'entendis dire à Moltchanov qu'il était tout à fait tranquille, lui, Iagoda, quant à l'attitude de Smirnov devant le tribunal.

Ainsi se lève un coin du voile sur la préparation du procès Zinoviev-Kamenev-Ivan Smirnov. On se souvient qu'Ivan Smirnov faillit, par sa résistance, torpiller ce procès. Nous apprenons, de source désormais officielle, que Iagoda était allé négocier avec Smirnov dans sa cellule même. De la part de qui? Et pourquoi? Comprenez-vous?

Un coin du voile se lève aussi sur l'assassinat de Kirov, quoiqu'il soit permis de se demander si l'on n'aura pas bientôt fini de nous resservir le même cadavre. Iagoda fut informé de l'arrestation occasionnelle du terroriste Nicolaïev, quelques jours avant l'attentat (Nicolaïev s'étant approché, de façon suspecte, de la voiture de Kirov). Iagoda sanctionna son élargissement. Ce que l'on ne dit pas, c'est que Nicolaïev appartenait lui-même au Guépéou. On oublie, en brodant tout un complot autour de ce qui ne fut qu'un acte individuel doublé d'un accident dans une machination policière, on oublie que la version actuelle de l'affaire Kirov est *la cinquième* publiée en trois ans! Il y eut d'abord celle du procès de Nicolaïev et de ses treize camarades jeunes communistes, procès au cours duquel on tenta très maladroitement de mettre Trotsky en cause et l'on prit soin de cacher le seul document capital, les déclarations écrites par Nicolaïev à la veille de l'attentat. Il y eut ensuite le procès des dirigeants du Guépéou de Léningrad, Medvied et autres. Troisième procès, celui de Zinoviev et de ses amis politiques, inculpés de responsabilité morale, au début de 1935. Quatrième procès, celui des Seize en août 36. Les organisateurs de l'attentat continuent à se multiplier. Cinquième procès, celui de Piatakov et Radek en février 37. Et l'on découvre encore, par charrettes entières, de nouveaux coupables du même attentat. Sixième procès, celui des Vingt et un.

Il est extrêmement difficile de s'y retrouver un tant soit peu dans les sinistres histoires d'empoisonnements médicaux où l'on voit le chef du Guépéou donner à de vieux médecins terrorisés l'ordre de dépêcher leurs malades par des traitements appropriés. On croit discerner un indéniable accent de vérité dans le récit du vieux docteur Lévine qui dit : « Je suis vieux, je ne désirais et ne craignais plus rien, mais je tremblais pour ma famille. Iagoda pouvait tout ». Sur ce, l'impavide procureur de demander sans rire à l'accusé : « Votre devoir n'eût-il pas été de dénoncer les crimes de Iagoda? ». Les dénoncer à qui, grands dieux? A Iagoda, lui-même ombre de Staline, devant qui tremblait l'U.R.S.S. entière? On a fusillé ce vieux docteur qui avait lutté autrefois pour prolonger les jours de Lénine. Gorki et Kouybichev sont-ils morts d'une mort « médicalement organisée », comme s'est exprimé à l'audience le défenseur de l'un des médecins? Il se peut. Nous savons de sources diverses et notamment par les correspondances du *Courrier socialiste* menchévik, qu'à la fin de sa vie, Gorki se trouva profondément en désaccord avec Staline sur une question de première importance, celle de la répression. Personnellement, je sais beaucoup de choses sur ce point et de source sûre. Et voici ce que nous dit un des collaborateurs de Iagoda et de Ejov maintenant réfugié en France, Krivitski : « Les relations entre Gorki et Staline se tendirent en 1935, Gorki ayant hautement blâmé le deuxième procès Kamenev, procès secret au cours duquel Kamenev fut faussement accusé d'avoir conspiré la mort de Staline. Staline finit par défendre à Gorki de se rendre à Paris au congrès international des écrivains antifascistes. Les passeports étaient prêts, le secrétariat de Staline intervint au tout dernier moment. Dans les mois suivants Gorki, appuyé par ses médecins, sollicita vainement un passeport pour l'étranger ». — « Je sais, ajoute Krivitski, que pendant des mois, les lettres de Romain Rolland à Gorki furent interceptées par Stetski et que Romain Rolland s'inquiéta vivement du silence de Gorki. Romain Rolland pourrait le confirmer ». — Krivitski n'hésite pas à conclure que Staline seul pouvait souhaiter hâter la fin de Gorki.

Il résulte en tout cas du procès des Vingt et un que depuis des années le Guépéou possédait des laboratoires pharmaceutiques secrets; que l'un des directeurs de ces laboratoires, le docteur Vinogradov, *est mort subitement en prison* quelques jours avant le procès; qu'il y avait dans le bureau du chef de la Sûreté, commissaire du peuple à l'Intérieur, une armoire à poisons; et que l'idée de la « mort naturelle médicalement organisée » était depuis longtemps familière aux chefs du Guépéou... Ceci pour le moins.

Iagoda repousse dédaigneusement et catégoriquement, pour lui-même, toute accusation d'espionnage, mais il dénonce comme ayant été *à sa connaissance* des agents de l'étranger sept de ses principaux collaborateurs, parmi lesquels Prokofiev, sous-commissaire du peuple à l'Intérieur, tchékiste du temps de Lénine, Moltchanov, chef du service des opérations secrètes, chargé de combattre depuis dix ans toutes les oppositions, Pauker et Volovitch qui veillaient sur la sécurité personnelle de Staline. (Le vieux tchékiste Agranov a déjà disparu.) Iagoda fournit ainsi, ostensiblement, à Staline, le moyen de supprimer toute l'équipe des grands inquisiteurs qui savent vraiment beaucoup trop de choses.

Quelques étrangers, de la sorte curieuse des Amis de l'U.R.S.S. d'aujourd'hui, admettront cet effroyable roman-feuilleton sur la trahison installée au sommet de l'appareil de répression. Leur excuse est de n'y rien comprendre. En réalité les services du Guépéou étaient dirigés par des hommes absolument sûrs, les uns des autres, sélectionnés au cours de toute une période de l'histoire, agissant au surplus, eux aussi, dans une sorte de maison de verre, *sous le contrôle minutieux et incessant de la Commission centrale de contrôle du parti et du Bureau politique.* Soumis en outre à une discipline implacable.

Deux membres du Bureau politique savaient tout sur le Guépou : les présidents de la Commission centrale de contrôle, Ordjonikidzé et Kouybichev. Tous deux sont morts de mort subite. Iagoda aurait, en 1935, hâté, par des moyens médicaux, la fin de Kouybichev.

Il n'a pas été question, au procès, d'Ordjonikidzé qui, d'après la version officielle, succomba à une embolie au lendemain de l'exécution de son collaborateur et ami Piatakov. Krivitski écrit à ce propos : « Lors de mon dernier séjour à Moscou, en avril 1937, un haut fonctionnaire de la Sûreté me dit qu'Ordjonikidzé avait été empoisonné après avoir pris la parole au Bureau politique pour s'élever contre de nouvelles effusions de sang. »

VICTOR SERGE.

NAISSANCE DU SYNDICALISME
CHEZ LES TISSEURS DU SUD-EST

Les Canuts de Bussières...
...et d'ailleurs

(SUITE)

Avant Juin 1936

QUELQUES GROS CENTRES VUS DE LOIN

Roanne

A Roanne, où se tisse le coton et non la soie, la « rationalisation » est poussée au maximum. En des usines de plusieurs centaines d'ouvriers, le travail s'opère par deux équipes quotidiennes successives; les métiers y sont automatiques, et chaque ouvrier en fait fonctionner *douze* à lui seul. Les conditions de travail de ces grandes boîtes se répercutent dans les ateliers moins importants; aussi, partout le régime des quatre métiers (pour le travail ordinaire) est-il la règle.

En 1933, une grève importante à l'usine Déchelette, conduite par les syndicats unitaires, fut l'occasion des premières réactions des tisseurs de la campagne roannaise et du réveil d'une conscience ouvrière totalement endormie depuis longtemps.

Voici, à cet égard, un article paru dans *La Tribune*, quotidien de St-Etienne, sur la demande d'ouvriers tisseurs de Bussières dont le patron s'était abouché avec l'usine Déchelette de Roanne pour l'aider à supporter la grève :

> Voyant la manœuvre des fermetures partielles d'usines dévoilée au grand public, le patronat de Bussières a renoncé momentanément aux diminutions de salaires qu'il projetait. Visant au plus pressé : l'écrasement des camarades unitaires de l'usine Déchelette, de Roanne, qui, au prix d'une misère noire, de la faim pour leurs gosses et leurs familles, sont actuellement les seuls à lutter pour le maintien des maigres salaires des ouvriers du textile, ledit patronat de Bussières se solidarise avec les exploiteurs roannais.
>
> La défaite des grévistes de Roanne sera une défaite pour tous les ouvriers de la région; vos employeurs le comprennent malheureusement mieux que vous, camarades ouvriers!
>
> Un patron de Bussières, dont nous connaissons le nom, distribue donc à bas prix le travail pressé de l'usine Déchelette à ses ouvriers, qui, sans le savoir, poignardent dans le dos leurs frères de misère qui mènent depuis plus de treize semaines une lutte admirable pour la défense de tous les tisseurs.
>
> Renseignez-vous! N'acceptez pas de forger vous-mêmes vos chaînes! Suivez la leçon de solidarité de vos exploiteurs en refusant ce travail!
>
> L'Union locale des Syndicats confédérés de St-Etienne.

Puis, en novembre 1935, une grande vague de grèves déferle sur le Roannais, en partant de Roanne même où les salaires étaient si bas que des mères de famille et de vieux ouvriers faisaient des quinzaines de 100 frs... et même moins!

Douze villes ou localités de la Loire et du Rhône furent touchées; 8.000 ouvriers étaient en lutte. Les piquets de grève fonctionnaient; la vieille Bourse du Travail de Roanne, avec sa salle de conférences qui ressemble à une grange et que traverse une banderole rouge : « *Travailleurs de tous pays, de la ville et des champs, unissez-vous!* », était pleine des allées et venues des grévistes. Le confédéré Gastal, de Roanne, dirigeait la grève avec l'unitaire Marcel Thibaud, de St-Etienne, le front unique s'était scellé dans la bataille.

L'exode des enfants roannais fut organisé avec l'aide de la section de la Loire du Syndicat national des Instituteurs : trois convois d'enfants furent reçus à St-Etienne et répartis dans les familles; mais, malgré une résistance héroïque, les grévistes, après deux mois de grève, aboutirent tout juste à n'être diminués que de 9% au lieu de 12%, et avec la promesse que ne seraient pas touchés les salaires au-dessous de 150 frs.

Comme le signalait, dans *le Libertaire*, Pierre Méallier, militant anarchiste stéphanois, cet échec était dû à la présence derrière les usiniers de Roanne du grand trust Gillet qui groupe des usines de France, d'Allemagne, de Belgique, de Suisse, des Etats-Unis. Les usines françaises de ce trust sont principalement situées autour de St-Etienne, Izieux, St-Chamond, Lyon, Villeurbanne. La grève se heurtait, à travers les usines de Roanne, au trust Gillet qui répartissait tranquillement ailleurs le travail des usines en grève. Des usines qui travaillaient jusque-là six heures par jour en firent huit pendant la grève de Roanne, et retombèrent à six aussitôt après. Pierre Méallier préconisait d'étendre la grève à toutes les usines du trust Gillet; c'était théoriquement exact mais pratiquement impossible avec les syndicats divisés et squelettiques du moment et la combattivité extrêmement faible des tisseurs, presque partout durement éprouvés par la crise et presque affamés.

Les ouvriers de Roanne vaincus rentrèrent donc avec des conditions qui insultaient à leur misère : pas de diminution pour les quinzaines inférieures à 150 frs; pour les salaires mensuels supérieurs à 300 frs un taux de réduction de 9%; *non-opposition des ouvriers au principe des métiers multiples.*

Quelque temps après paraissait une note d'apparence anodine des Assurances sociales, dont voici quelques extraits :

> Le ministre estime que les grévistes assurés sociaux ne peuvent conserver leurs droits aux prestations qu'en usant de la faculté prévue par l'ar-

ticle 2, paragraphe 10, de faire les versements complémentaires nécessaires pour atteindre le minimum de cotisations fixé pour la catégorie de l'intéressé.

...Les grévistes ne peuvent bénéficier des dispositions du décret du 30 novembre 1930 permettant de modifier le trimestre de référence en cas de chômage *involontaire*.

...L'Unon des Caisses primaires de la Loire rappelle que le minimum des retraites n'est garanti que si l'assuré justifie de 20 cotisations mensuelles pendant les cinq premières années d'application de la loi.

(*Tribune* du 7 mars 1935.)

Ainsi, de l'avis d'un ministre, des ouvriers en grève pour tenter d'endiguer une diminution de 12% sur des salaires de moins de 300 frs par mois sont en chômage volontaire!

1935 fut bien pour les tisseurs de Roanne le temps du mépris.

St-Etienne

A St-Etienne, il y a beaucoup de tisseurs à domicile, même dans les étages. Cependant, on ne peut parler de cette ville sans citer aussitôt le gros consortium Giron (rubans et velours), l'une des boîtes qui donnait aux ouvriers, aux vieilles ouvrières en particulier, les salaires les plus bas, de sa très chrétienne main.

L'immense usine Giron, en haut de l'avenue de la Gare, poussa très avant les méthodes de « rationalisation »; elle acquit vite la réputation d'être le modèle de l'exploitation standardisée. Le 19 janvier 1936, le comité de grève de cette entreprise qui dirigeait un mouvement contre la « rationalisation » de chez Giron communiquait aux journaux une note sur les conditions de travail de cet établissement.

On y avait instauré le système Bedeaux suivant lequel les salaires horaires sont fixés d'après une production horaire type de tant de mètres. Comme de nombreuses ouvrières ne pouvaient atteindre cette production, les salaires étaient répartis en trois catégories et une minorité seulement des travailleurs pouvait atteindre les deux premières. En outre, aucun compte n'était tenu de la qualité de la matière qui était souvent assez défectueuse pour faire tomber au-dessous du minimum imposé le métrage des privilégiés qui auraient pu autrement, grâce à leurs qualités professionnelles, atteindre le premier échelon. Aucune réglementation d'horaire fixe : dans les moments de prospérité c'étaient les heures supplémentaires sans augmentation de prix; dès que le travail était moins pressé, c'étaient des licenciements, la diminution instantanée des salaires horaires, la diminution des heures de travail pour le personnel non licencié.

Le mot juste fut trouvé par notre vieux camarade Chaize, le bon copain que tout le monde appelle « le père Chaize » à la Bourse du Travail de St-Etienne : « *Tu diras au patron*, disait-il un jour à son contremaître, *qu'il devrait se procurer des ouvriers en tôle, il pourrait les faire soigner avec un tournevis quand ils seraient fatigués, et le samedi faire la paye avec une burette* ».

A St-Etienne, l'une des plus vieilles organisations de tisseurs était celle que dirigeait le camarade Peyrache, organisation autonome adhérente à la Bourse du Travail, et qui comprenait artisans, façonniers et ouvriers, tous unis dans une opposition commune contre les gros fabricants soyeux et contre la terrible concurrence des soies italiennes ou japonaises qui inondaient les marchés.

Lyon

Lyon ... la cité où, les premiers, les canuts de la Croix-Rousse s'insurgèrent contre la collusion d'un patronat féroce et des pouvoirs publics à sa solde, est le centre symbolique de la première prise du pouvoir par le prolétariat. Prise du pouvoir bien symbolique elle-même, sans lendemain; le drapeau noir fameux, avec la devise : « *Vivre en travaillant ou mourir en combattant!* » était bien le drapeau qui convenait à cette révolte d'un prolétariat écrasé par la plus terrible misère et dépourvu d'organisation, ne sachant que faire de sa propre victoire, isolé comme il était, aussi isolé que le fut cinquante ans plus tard la Commune de Paris.

Mais quel héroïsme et quelle combattivité révéla cette insurrection! Pour connaître leur propre histoire, les tisseurs doivent relire la brochure de Jacques Perdu *Les Insurrections lyonnaises* (1831-1834) (1).

A propos de Lyon, relevons un témoignage bourgeois sur l'origine de son industrie. Voici un nouvel extrait du livre *Soieries*, de Ed. Herriot. (Je l'aurai cité deux fois dans cette étude, mais je ne suis pas devenu pour cela radical-socialiste.)

A l'époque de la Renaissance, Lyon jouissait du monopole de l'importation des soies grèges qui, par la route de Pont-de-Beauvoisin, lui venaient de Bologne, de Gênes et de Vicence, ou bien encore lui arrivaient par Marseille en provenance de l'Archipel, de Perse ou de Sicile.

Bientôt, des cités jalouses de la prospérité de Lyon accusèrent ses habitants d'exporter des devises à l'étranger. Les lourds brocarts florentins, les éclatants velours vénitiens cessèrent de franchir les Alpes.

Les Lyonnais se mirent courageusement à la besogne et réussirent si bien dans leur entreprise que l'on eut peine à distinguer une étoffe française d'une étoffe italienne. La voie triomphale des perfectionnements était ouverte aux chercheurs.

Pour connaître Lyon, ville de la soierie, des gônes, des canuts (Gnafron et Guignol sont bien de goguenards et spirituels ouvriers de la Croix-Rousse), il faut aussi se reporter à l'étude de Habaru sur la soierie lyonnaise parue il n'y a pas longtemps dans *le Peuple*. Une intéressante enquête fut également publiée en janvier 1933, par le *Progrès de Lyon* sur la grande pitié de la soierie lyonnaise.

Ville aux multiples comptoirs de soieries, Lyon déroule sur les tables de ses magasins immenses, aux différents étages de hauts immeubles, les plus belles soieries nouveauté, et elle entasse dans des centaines de kilomètres de rayons tous les articles périmés qui ont eu jadis leur renom dans le monde entier. Pour 25 francs par jour, en 1933, des ouvriers y tissaient lentement des tissus d'ameublement à 2.000 francs le mètre.

Pendant la crise, plus de 1.800 tisseurs possédant de 1 à 50 métiers étaient maintenus en état de vie ralentie par les fabricants. Les ateliers battaient les uns après les autres. Après les « mortes » réelles, il y eut les « mortes » factices. En distribuant le travail tantôt

(1) Librairie du Travail, 17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris. — 4 fr. 50.

dans un atelier, tantôt dans un autre, afin que les métiers ne soient que le moins souvent possible occupés tous à la fois, le fabricant pouvait obtenir des prix dérisoires de façon.

Ces pratiques des fabricants expliquent la liaison qui s'est établie entre les ouvriers salariés et certaines organisations de façonniers dont nous avons déjà parlé. Par contre, ces pratiques n'étaient possibles que grâce à une absence totale de réglementation des heures de travail. Quand une commission importante était là, à la demi-paralysie succédaient des journées de quatorze ou seize heures dans certains ateliers familiaux, et, dans les petites usines, le travail continu à deux ou trois équipes produisant à plein collier et se répartissant entre elles trois à peu près le salaire d'une seule équipe. Repos! Surtravail! Repos! Surtravail! C'est ainsi qu'on assouplit les hommes et qu'on arrive à les faire travailler pour rien.

Il y eut cependant de ces hommes qui, par manque de souplesse, emportèrent leur art à l'étranger. C'est là une des sources de cette production étrangère de soieries qui, dès 1933, vint concurrencer les fabricants lyonnais sur leurs propres marchés par une sorte de rétablissement automatique d'équilibre, ou, si vous voulez, de justice immanente!

Le marché marocain, grand consommateur de soies rutilantes, est perdu, d'après l'enquête du *Progrès*, envahi qu'il est par les soies japonaises.

Par ailleurs, des firmes comme la *Fillta* ou la *Lyonesa*, afin d'éviter les droits de douane étrangers, allèrent dresser des usines sur les lieux mêmes de leur vente. Ainsi opéra la Fillta en Colombie. Les premiers ouvriers furent recrutés en France (pour former sur place des ouvriers indigènes) moyennant des salaires relativement élevés.

UN PETIT CENTRE VU DE PRES : BUSSIERES

Bussières (coin du buis — autrefois *La Buissière*), près de Néronde (ondes noires), est situé dans les Monts du Lyonnais qui séparent la plaine de la Saône et du Rhône de celle de la Loire, au milieu et presque à égale distance des trois grands centres textiles que nous venons de voir : à 80 kilomètres de Lyon, à 50 de St-Etienne et à 40 de Roanne.

Quand on fouille les archives de la mairie, comme l'a fait pour nous le camarade Marcel Prévost, secrétaire adjoint du Syndicat des tisseurs, on y retrouve trace du tissage près d'un siècle avant la Révolution française.

Isolé sur sa colline, éloigné des gros marchés, ne possédant ni grande production agricole, ni élevage renommé, sans rivière, Bussières aligne, en dehors du textile, deux fours à chaux et une tuilerie sur un territoire dominé par le château de Chenevoux du côté de St-Just-la-Pendue, et par le château de la Côte sur la route de Pouilly-les-Feurs. Terroirs aux noms pittoresques : la Frénée (coin aux frênes), au Pinay (coin aux pins), aux Grandes-Femmes, aux Basses-Fenêtres, — et aussi aux désignations évocatrices de misère : le pré de Bramafam (pleure la faim), qui fut vendu un jour pour une tourte de pain.

Le pays est pauvre en ressources agricoles; il devint textile à cause de sa proximité de Tarare, gros centre de la mousseline, et surtout de la succursale tararienne : Panissières.

Les premiers mousseliniers bussiérois tissaient à la main dans la grande salle de leurs fermes. En 1820 on trouve une industrie déjà plus évoluée : les tisserands travaillent sur des articles plus compliqués que la mousseline. Jusqu'en 1896, le travail se fait uniquement à la main. Vers cette date, la première usine à vapeur entre en fonctionnement, c'est l'usine Peyraud aîné. En 1902 naît, sous un autre nom, l'actuelle usine Point; l'usine Mollon (actuellement fermée) voit le jour en 1904. Vers 1911, l'électrification fait naître d'autres usines : Peyraud jeune, Frachon, Place..., et depuis les usines de toutes tailles se sont multipliées.

C'est en 1912 que fut instauré le tissage mécanique à domicile. Les trois premiers ouvriers qui eurent des métiers mécaniques à domicile étaient déjà de vieux tisseurs; l'un d'eux est mort, et les autres ont pris leur retraite... sans retraite : Chaize de Fenêtre, Rochard qu'on appelait le Merle, et Poncet, dit, je ne sais pourquoi, le Rond.

Actuellement, il y a 8 usines dans ce bourg de 2.000 habitants; des usines de 10 à 80 métiers. 350 métiers battent en usines, et 700 à domicile, répartis en 300 ateliers à peu près.

Le syndicat de 1907 et la grève de 1903

Le syndicalisme a eu dans cette corporation si difficile à organiser des périodes d'éclat, puis de longues années d'éclipse totale. Il y a quelques années, la plupart des jeunes tisseurs ne savaient pas ce qu'était un syndicat, et pourtant les vieux avaient connu une organisation syndicale; dans les archives de la mairie de Bussières on retrouve encore les petits carnets bleus des statuts du syndicat de 1907.

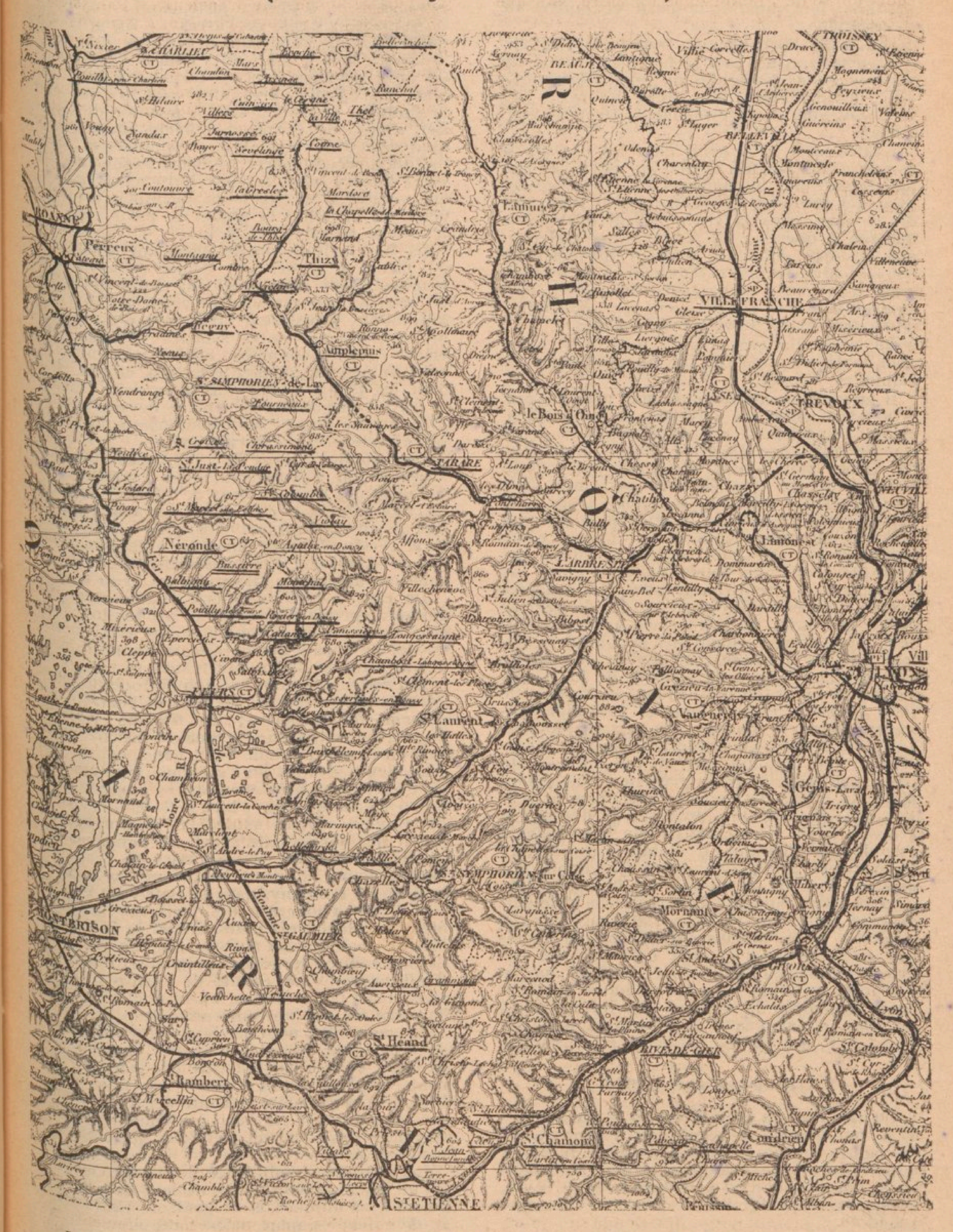
Il y eut peut-être bien, autour de 1789, des mouvements de mousseliniers et plus tard des grèves de tisseurs mais cette recherche nous entraînerait trop loin.

Les syndiqués de 1907 sont les premiers qui nous aient laissé vraiment leur souvenir. Ouvrons leur petit carnet bleu.

Les syndicats du textile étaient alors groupés en Régions; celui de Bussières appartenait à la Région lyonnaise. Des trois pôles d'attraction : Roanne, Lyon, St-Etienne, qui nous ont servi à situer Bussières, Lyon est en effet celui qui l'a toujours, économiquement, le plus influencé. Il y a chez les canuts de la Croix-Rousse une vraie petite colonie bussiéroise, qui est venue là en suivant les coupes de tissus que Bussières y expédiait. La Région formait en somme, comme le disent les statuts, un syndicat unique dont le siège était à Lyon.

En première page du carnet bleu on trouve la « loi sur les syndicats professionnels » du 24 mars 1884, signée de Jules Grévy et de Waldeck-Rousseau. Puis, dès le premier article des statuts, s'étale le souci de « l'indépendance du syndicalisme », cette indépendance qui est la règle éternelle et éternellement bafouée du syndicalisme. On y lisait en effet : « Interdiction est faite aux syndicats composant l'Union des syndicats de se transformer en comités politiques, électoraux ou religieux ». Le syndicat appartenait naturellement à la C. G. T., cette C. G. T. d'avant-guerre, indépendante et révolutionnaire, que connaissent si mal les nouveaux syndiqués d'aujourd'hui.

Une partie de la région textile du Sud-Est
(Roanne - Lyon - St-Etienne)



Les noms soulignés sont ceux des localités où il existe du textile; Bussières a été souligné de deux traits.

Le secrétaire du Syndicat des tisseurs de 1907 était le camarade Vacheron qui est aujourd'hui le sympathique garde champêtre de la commune.

Dès 1908, l'organisation syndicale s'embarqua, peut-être un peu à la légère, dans un mouvement de grève qui fit naître, dans cette ville habituellement si calme, les luttes les plus violentes et les événements les plus inattendus.

Evidemment, il y avait chez les tisseurs le souvenir des longues années de règne du bon plaisir patronal, des longues années de misère avec des journées de 12 heures et des gains de 20 sous, mais la grève ne fut déclenchée que sur la question du renvoi d'une ouvrière, que certains d'ailleurs disaient inexpérimentée. La plate-forme revendicative était vraiment trop mince et peut-être discutable; l'organisation faisait ses premiers pas, incomprise d'une partie des ouvriers eux-mêmes.

Au début, la grève fut à peu près totale, mais le patron s'installa sur ses positions avec calme et attendit.

Il attendit peut-être plus qu'il n'aurait cru. Il y avait chez ces ouvriers patients, silencieux, respectueux, une extraordinaire capacité de résistance. La grève dura 4 mois, quatre longs mois, mais les mauvaises conditions de départ firent de cette période 4 mois de luttes entre ouvriers, sous l'œil froid d'un patron féodal. Le matin, à midi et le soir des cortèges parcouraient les rues — chaque camp chantant ses chansons, satires mordant des gens plus ou moins falots, ballottés entre ces courants sans y rien comprendre. Des bagarres avaient lieu entre les partisans de la rentrée et les grévistes; 60 gendarmes à cheval vinrent loger chez les habitants et mirent le village en état de siège. Une police secrète de marchands de journaux envoyés de Paris surveillait la grève tout en vendant le *Matin* et le *Petit Parisien*. Provocateurs et politiciens entrèrent dans la danse : un certain docteur Laffay (fils d'une guérisseuse célèbre, *la Médecinière*, qui a donné son nom à un coin du pays) prit parti pour les grévistes, escomptant ainsi, du moins de l'avis de beaucoup, arriver à la mairie. Cette lutte politique greffée sur la grève la dévia totalement de son but. Quant à l'employeur Peyraud, il restait inébranlable; les ouvriers se battaient entre les jambes des chevaux lors de la rentrée des non-grévistes; puis, la lutte fratricide s'éteignit; elle s'éteignit avec la grève. Le 26 mars 1908, un syndicat « jaune » (nous dirions aujourd'hui un syndicat « professionnel ») était créé par des ouvriers habilement trompés et poussés par le patronat; avant de périr lui-même ce syndicat jaune accomplit la mission qui lui avait été assignée, en achevant de détruire l'organisation C.G.T. des ouvriers tisseurs de Bussières.

L'éclipse d'après 1908

On revint alors petit à petit à la vie des années qui avaient précédé 1907 : journée de 11 heures et plus, portes d'usines bouclées aussitôt après le coup de sirène réglementaire, bon plaisir d'un patronat de droit divin, à propos duquel il faut cependant citer une anecdote.

Un patron bussiérois avait eu l'idée de faire accomplir la cessation du travail par un mouvement d'ensemble. De sa cage en verre il contemplait toute l'usine, le doigt sur son timbre-signal, et, à l'heure juste, donnait le coup de sonnette : signal de l'arrêt. Ce fut si réussi qu'au bout de trois jours il garda le doigt sur le timbre sans y appuyer ... cinq bonnes minutes après l'heure; puis, ce furent dix minutes. Mais, deux jours après, alors que le doigt sur la sonnette il contemplait la pendule de l'atelier avec l'air grave et réfléchi d'un demi-dieu dans l'exercice de ses fonctions et s'apprêtait à recommencer la même expérience, il vit, à l'heure juste, ses ouvrières ourdisseuses, les premières, arrêter leurs machines, prendre écharpes et fichus et gagner la porte sans attendre le signal du maître...

La liberté individuelle parvenait ainsi tout de même à garder ses droits grâce à des manifestations spontanées du genre de celle-là, mais les salaires, surtout ceux des ouvriers à domicile, subissaient l'influence d'une terrible concurrence entre salariés : Chaque ouvrier « maquignonnait » autant que faire se pouvait pour augmenter son gain, ce qui était bien, ou, ce qui n'était plus bien, pour obtenir le travail disponible à la place de son voisin.

La guerre vint et les questions corporatives furent reléguées au dernier plan.

Les grandes grèves de 1920 eurent quelque répercussion à Bussières; elles ravivèrent le souvenir des carnets bleus de 1907, et aussi la terrible défaite de 1908. On créa, sans enthousiasme, un syndicat autonome sans vitalité, sans force réelle, et, après quelques tentatives d'études de salaires et d'établissements de tarifs, le syndicat autonome disparut sans avoir vécu.

De 1922 à 1927 la soierie connut une magnifique époque d'activité; la production s'accrut à une cadence toujours plus vive, c'était un flot de travail qui paraissait inépuisable, et des salaires de 100 à 180 francs par jour!

Les ouvriers connurent une période de prospérité sans précédent. La gaîté et l'entrain régnaient sur Bussières; les tisseurs vivaient l'âge d'or; indépendants dans la mesure où le sont des salariés dont on a constamment besoin, payés comme on l'est dans les moments où l'offre de travail dépasse la demande. Le piano mécanique du « bleu » (le café dansant du coin) résonnait samedi et dimanche; on créait des sociétés de sport, de musique, des groupes théâtraux, des groupes de tourisme motocycliste; on lisait beaucoup, on allait à la pêche à Balbigny, dans la Loire. En été, on faisait les « vogues » des environs, vaillamment, pendant trois jours. C'était la débauche, disaient nombre de patrons furieux les jours de St-Lundi où les jeunes guignaient d'un coin d'œil goguenard le portail de l'usine qu'on ne se décidait pas à fermer, avant d'aller prendre l'air sur les collines environnantes.

Jeunesse bien nourrie, bien vêtue, du temps de prospérité; jeunesse heureuse aux foulards de soie, coupés parfois sur les métiers; jeunesse aux bicyclettes vagabondes; jeunesse libre... tu fus peut-être quelque peu insouciante, car la prospérité ne dure pas; quelles solides organisations aurais-tu pu édifier au temps des hauts salaires!

Les maisons d'habitation devenaient coquettes et les bourgeois, qui estiment que les ouvriers sont dépourvus de goût, de prévoyance et de capacités pour utiliser cet argent qu'ils préfèrent consacrer, eux, à l'automobile, aux plages à la mode et au luxe tape à l'œil, virent

s'élever de jolies maisons aux fenêtres fleuries à côté de blancs ateliers, sur des jardins bien soignés.

Dans ces ateliers neufs, les ouvriers installaient du matériel dont ils étaient propriétaires; ils s'émancipaient afin de pouvoir recevoir directement leur travail du dehors sans passer par les gros façonniers locaux. Mais ils s'émancipaient individuellement. Les plus habiles devenaient façonniers eux-mêmes, voire patrons d'usines nouvelles : patrons qui ne se souvenaient ni de leur existence d'ouvriers, ni de leur enthousiasme de 1908, bien que certains avaient été des syndicalistes autrefois.

Il est vrai que dans cette euphorie générale personne ne se souvenait des syndicats. Le syndicaliste prévoyant qui aurait envisagé que cette production fiévreuse pouvait tomber brutalement en paralysie aurait paru, aussi bien aux ouvriers qu'aux façonniers, un neurasthénique, un commis voyageur en cafard, un indésirable.

Pourtant, quel beau champ d'action y aurait-il eu, à cette époque, pour le syndicalisme! Je vous connais vieux tisseurs aux idées larges qui osiez parler parfois d'une coopérative de production à base syndicale qui aurait définitivement balayé le petit patronat local et joué elle-même le rôle de façonnier unique pour tous les ouvriers qui y seraient rentrés. Quelle belle entreprise! Elle aurait fait de votre Bussières une cité d'ouvriers égaux, traitant directement, face à face, avec les seigneurs centraux de la soierie : les fabricants lyonnais. Ce rêve est-il définitivement mort?

La C.G.T.U. à Bussières

Néanmoins, en 1926, il fut créé à Bussières une organisation syndicale qui rejoignit les bannières rouges de la C.G.T.U.; celle-ci développait à ce moment une grande activité dans le textile roannais. Les effectifs du syndicat de Bussières varièrent de 40 à 100 membres. La C.G.T.U. était alors sous la direction du parti communiste, alors anti-militariste et anti-capitaliste, mais cette sympathique allure de combattivité n'allait pas sans un sectarisme trop étroit pour être appliqué à une organisation syndicale. Les erreurs habituelles de la C.G.T.U. produisirent leurs conséquences sur le Syndicat des tisseurs de Bussières.

Après avoir été élus par leurs camarades, les membres du bureau reçurent une circulaire confidentielle qui leur demandait d'entrer au parti communiste ou de... démissionner. La démission eut lieu, les camarades se croyant tenus à une obéissance passive à l'égard du Centre, et le bureau fut remplacé... par un rentier local, ni tisseur, ni ouvrier, mais... communiste.

Avant d'être remplacés les membres du bureau avaient également reçu une autre circulaire de la C.G.T.U. qui leur enjoignait d'entrer en lutte contre l'Amicale laïque du pays... ils en étaient justement les animateurs! Ils ne comprirent pas et ce fut une autre raison de leur démission.

Ce sectarisme conduisit rapidement le syndicat à des effectifs squelettiques. Ils furent bientôt quatre. Les quatre plus jeunes, les quatre plus ardents, mais quatre isolés que personne ne comprenait et qui, venus au syndicalisme par le communisme, se débattirent vaillamment, mais en pure perte, au milieu d'une population hostile.

Cependant, il faut saluer ce syndicat de 1926 auquel tout de même de beaux souvenirs se rattachent, par exemple celui du camarade Frénéat qui, partageant avant de mourir ses maigres économies, en fit deux parts, l'une pour *l'Humanité,* journal de ses convictions politiques, l'autre pour le Syndicat des tisseurs, s'il vivait et prospérait.

Il faut se souvenir aussi d'une bataille que mena cette petite organisation. Elle réussit malgré tous les facteurs contraires à déclencher une grève générale de trois jours qui se termina par une victoire ouvrière. Cette victoire eut pour résultat l'établissement d'un tarif de base pour toutes les tractations suivantes entre ouvriers et patrons jusqu'en 1931, moment de crise aiguë où sombra définitivement l'œuvre du syndicat C.G.T.U. de 1926.

La crise

C'est dès 1927 que le tissage dans la région entra en crise. Crise qui devint si violente que certains envisagèrent la mort de cette industrie de luxe tuée par le produit à bon marché, l'article de série, la production étrangère.

Les salaires descendirent si bas qu'un ouvrier ne rapportait parfois que quarante-huit francs (je dis bien 48 frs) pour une quinzaine et même quelquefois moins. Les mois les plus courants étaient de 250 à 300 frs. « *Camarades tisseurs,* disaient à l'époque les appels des Unions départementales unitaires ou confédérées, *travaillez votre jardin, mais ne faites plus tourner vos métiers pour des salaires inférieurs aux indemnités de chômage auxquelles vous avez droit.* »

Malgré cette crise intense, la population de Bussières résista tant bien que mal à une aggravation de ses conditions de travail : avec quelques villages environnants, et Charlieu dans la région roannaise, ce fut l'un des rares coins où l'on en resta au système des 2 métiers, où l'on n'accepta jamais le travail sur 3 ou 4 métiers.

Les instincts de protestation se canalisèrent dans l'antifascisme; la propagande pacifiste retint aussi l'attention de quelques tisseurs. *L'Effort,* l'organe du Cartel du bâtiment de Lyon, s'implanta quelque temps; la *Patrie Humaine,* plus solidement. Une conférence de Baldacci sur la crise et la nécessité du syndicalisme réunit une salle attentive mais amorphe; une section du comité *Amsterdam-Pleyel* se créa et végéta. A Rozier-en-Donzy, l'A.R.A.C. avait une certaine influence. Le camarade instituteur Maurette s'occupait, dans de petits cercles d'étude, de l'éducation des jeunes. Il ne m'est arrivé de rencontrer dans toute la région qu'un copain anarchiste, dans une petite ferme de la région de Rozier, que l'étude de la *R.P.* sur Errico Malatesta avait enchanté. Il distribuait, lui, des tracts de la L.I.A.P.S. (ligue internationale d'action pacifiste et sociale), que personne ne lisait.

Ainsi de multiples noyaux végétaient au milieu d'une population qui les ignorait et ils ne parvenaient pas à se rassembler pour s'occuper de la question de base dont toutes les autres dérivent : celle des rapports entre bourgeois et ouvriers, celle du travail et des salaires.

(à suivre) J. Duperray

(en collaboration avec Marcel Prévost, secrétaire adjoint du Syndicat textile de Bussières.)

RENAISSANCE DU SYNDICALISME

LA QUINZAINE

Trahison! *Quand M. Camille Chautemps arriva à l'Elysée pour former son ministère de 52 jours, après les essais infructueux de plusieurs « personnalités », il déclara aux journalistes : « Je reviens; de Chautemps à Chautemps, la boucle est bouclée. » Quand nous examinons l'attitude des dirigeants du mouvement syndical français au cours de cette dernière quinzaine, quand nous analysons leurs textes et quand nous enregistrons leurs actes, nous pouvons, à l'instar de M. Chautemps, dire : « Voilà le syndicalisme de guerre qui revient; de la C. G. T. d'août 1914 à la C. G. T. de mars 1938, la boucle est bouclée »!*

La guerre n'est pas encore déclarée. Elle menace. L'idée d'une nouvelle conflagration européenne fait pire que flotter dans l'air : elle s'impose à tous les esprits. Dans chaque pays on n'entend plus que crier à la nécessité d'un surarmement rapide et intensif. Jusqu'au 2 août 1914, la C.G.T. d'avant guerre avait maintenu son attitude d'opposition irréductible. En 1938, elle participe à l'effort préalable de surarmement, d'ailleurs entrepris sous la direction d'un président du conseil socialiste. Non seulement la boucle est bouclée : nous avons, sur 1914, fait de sérieux progrès, puisque, plusieurs mois ou plusieurs années avant le déclenchement de la nouvelle grande bagarre la C.G.T. a déjà pris sa place dans la Défense nationale, dans la « défense du pays ».

Le Peuple *du 16 mars 1938 a publié le communiqué officiel de la présidence du Conseil relatant qu'une délégation confédérale formée de Jouhaux, Racamond, Dupont, Buisson, Bothereau, Frachon, accompagnée de Chevalme, Croizat et Semat, pour la Fédération des Métaux, de Costes, Doury et Timbaud, pour le Syndicat parisien des Métaux et de Michaut, secrétaire fédéral des Travailleurs de l'Etat, s'était rencontrée avec le président du Conseil et le ministre de la Défense nationale* « relativement à l'accélération de la fabrication d'armements ».

Le communiqué ajoute :

« Répondant à l'appel du gouvernement, les délégués des organisations ouvrières ont affirmé de nouveau leur volonté de contribuer activement à l'organisation de la défense du pays, de son indépendance et de ses libertés. »

En contresignant ce texte, Léon Jouhaux a pu faire un significatif retour sur lui-même et se dire, lui aussi, comme M. Chautemps : « La boucle est bouclée. Qui m'aurait dit qu'un jour, ceux qui sont venus au mouvement syndical pendant la guerre et après la guerre pour dénoncer ma trahison de 1914 et pour me chasser de la direction de la C.G.T. se joindraient à moi dans de telles circonstances et pour de tels actes? Quelle revanche! »

C'est un fait qu'il n'y a plus aujourd'hui aucune différence entre Jouhaux et Frachon.

Naturellement, cette « volonté de contribuer activement à la défense du pays » se traduira dans les faits par l'examen de « toutes les mesures de dérogation pour chaque cas particulier », *ce qui veut dire,* malgré les assurances de respect de la législation sociale, *que les 40 heures ont vécu dans toutes les industries travaillant pour les armements. On pourra faire des heures supplémentaires gratifiées : le budget paiera. Déjà des camarades métallurgistes parisiens nous signalent une usine où l'on fait la semaine de 53 heures!*

Cela se passe sans doute avec l'autorisation du syndicat compétent, le « plus beau syndicat de France », celui des Métaux parisiens, entièrement placé, on le sait, dans la main des staliniens. Faisant suite au communiqué officiel, du 15 mars, cette organisation a publié dans le Peuple *du 18 mars — jour anniversaire de la Commune! — des « propositions » au ministère de la Défense nationale ainsi qu'aux travailleurs de l'aviation visant à :*

« 1° Assurer la tranquillité des esprits en signant sans retard la convention collective de l'aviation;

» 2° Déterminer les entreprises qui peuvent immédiatement procéder à des fabrications massives d'avions;

» 3° Compléter les équipes de ces entreprises et, si possible, les doubler, en mutant ou embauchant le personnel nécessaire;

» 4° Passer à ces entreprises des commandes en vue d'assurer une production ininterrompue;

» 5° Prendre sans délai les mesures qui s'imposent pour empêcher le sabotage de la production et mettre toutes les usines en mesure de produire à plein;

» 6° CES CONDITIONS RÉALISÉES, LES OUVRIERS DE CES ENTREPRISES PRENDRONT L'ENGAGEMENT DE TRAVAILLER AUTANT QU'IL LE FAUDRA POUR LA DÉFENSE NATIONALE. »

— Non, vous ne rêvez pas, c'est bien un texte du Syndicat des Métaux parisiens que vous venez de lire.

*Rapprochons-le, voulez-vous, des déclarations faites le 11 février dernier par l'administrateur délégué de la Société des Moteurs Gnome et Rhône, déclarations publiées par l'*Information :

Hors séance l'administrateur-délégué a fourni aux actionnaires quelques renseignements sur la situation des fabrications d'aviation en France qui conditionne toute l'activité sociale dans ce département.

L'aéronautique française n'a pas souffert depuis dix-huit mois, a-t-il dit, d'une crise d'incapacité à produire qu'on aurait pu redouter comme conséquence de l'application de la semaine de 40 heures et de l'impossibilité de faire faire des heures supplémentaires aux ouvriers, l'industrie a surtout souffert du manque de commandes, des crédits insuffisants ayant été réservés aux fabrications sur l'ensemble des crédits affectés à l'aéronautique.

L'Etat français a passé l'année dernière la commande de 600 avions, qui représente la cadence de fabrication de 40 avions par mois, qui a été indiquée dans la presse. Si un effort suffisant était fait au point de vue des commandes, les usines des divers fabricants pourraient faire face à une fabrication de 1.000 avions par an avec l'équipement en moteurs correspondants, soit 3.000 moteurs, et les rechanges. Un tel programme pourrait être exécuté sans qu'il soit besoin d'embaucher un seul ouvrier.

Le nombre d'ouvriers des usines d'aviation est cristallisé aux environs de 45.000.

C'est grâce à l'exportation qui absorbe un tiers des fabrications que ce chiffre d'ouvriers peut être maintenu.

Les actionnaires des Moteurs Gnome et Rhône peuvent se tranquilliser; ses commandes, leur administrateur-délégué va les avoir, s'il ne les a déjà, grâce, d'une part, au président du Conseil Léon Blum, et, d'autre part, grâce à la C.G.T. et au Syndicat des Métaux parisiens. Il n'aura bientôt plus besoin de l'exportation!

Voilà où nous en sommes!

La « main tendue » aux marchands d'avions et aux marchands de canons!

Le tout sous la bénédiction de Staline!

Une autre boucle, en effet, s'est également bouclée ces jours-ci, celle qui réunit désormais le syndicalisme de guerre et de défense nationale au stalinisme du Pacte franco-soviétique.

M. Maurice Thorez, après avoir félicité les dirigeants des Métaux parisiens d'avoir si fidèlement exécuté ses instructions, déclarait récemment que c'était le parti communiste qui avait eu raison en approuvant la fameuse déclaration de Staline de mai 1935 dans laquelle le führer de l'U.R.S.S. déclarait « comprendre et approuver pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité ».

Et le bureau politique du parti communiste, s'associant à l'attitude de la C.G.T. et des syndicats, précisait qu'il s'agissait bien aujourd'hui « de porter la fabrication des armements à la hauteur des circonstances ».

On rapprochera cette déclaration d'un article du camarade René Belin, l'un des secrétaires adjoints de la C.G.T., dans le Peuple *du 22 mars :*

« Si cela est vrai (*le déséquilibre des potentiels industriels en Europe*) il reste à la France — *écrit René Belin* — en particulier, à mettre son appareil de défense au niveau qu'appellent les circonstances ».

Identité de termes et de pensée entre René Belin et les staliniens français!

Belin ajoute :

« *Si elle (la France) ne peut, ou si elle ne veut consentir cet effort, tout aussi cruel qu'il soit, il lui faut envisager de se démettre devant le monde.* » (sic!)

Si des camarades avaient l'espoir de bloquer, un jour, avec Belin dans la C.G.T., voilà qui doit les défriser.

Quand M. Maurice Thorez triomphe de voir tout ce monde rallié à la politique de guerre de son « duce », et quand il se moque de ceux qui n'avaient pas compris en 1935, nous pouvons rappeler à ce domestique sanglant que le groupe de la Révolution prolétarienne *avait, quant à lui, parfaitement senti l'importance des paroles de Staline.*

La déclaration de Staline « fera date, grande date », *écrivait Monatte dans notre numéro du 25 mai* 1935. *Et il ajoutait :* « Par elle, le 15 mai 1935 marquera dans l'histoire ».

Nous voilà maintenant placés devant les suites — prévues — de cette déclaration de trahison. Nous avions désappris à prononcer un tel mot. Nous devons le rapprendre. Et nous devons agir en conséquence.

M. CHAMBELLAND.

En lisant le premier numéro de "Messidor"

Messidor, organe officiel de la C.G.T., est sorti des presses. Son premier numéro a paru le 18 mars. Si nous en croyons le sous-titre, c'est l'hebdomadaire de la « démocratie syndicale » et le « grand magazine du peuple ».

Nous ne voulons pas nous attarder sur le caractère nettement démocratique de la fondation et du lancement de *Messidor*. Chacun sait qu'il y a un « général » à la tête de la C.G.T. et que ce « général » fait ce qu'il veut. Il s'est bombardé lui-même directeur de *Messidor*, il a en choisi lui-même les collaborateurs et le rédacteur en chef, un authentique syndicaliste de vieille et bonne souche, le camarade Lucien Vogel. Il est, n'est-ce pas?, hors de doute que ce dernier choix est très « démocratie syndicale »...

⁂

M. Pierre Scize est une des vedettes de ce premier numéro. M. Pierre Scize est un monsieur qui fut balancé du *Canard Enchaîné* pour avoir reçu la légion d'honneur au temps où ce n'était pas encore le Front populaire qui la débitait. Bien qu'aujourd'hui *le Canard Enchaîné* (qui n'a jamais mieux mérité son titre) ne balancerait probablement plus M. Pierre Scize, il subsiste dans la C.G.T. quelques mauvais esprits qui risquent de fait la grimace devant ce laissé-pour-compte.

M. Cudenet fait le « billet du jacobin » Ah! le bon billet qu'a le lecteur de *Messidor*. Ce « jacobin » n'est-il pas en peau de lapin... russe? Quant à la « mouche du coche », on se demandera une fois de plus quel est le bon des « coches » autour desquels elle bourdonne. *Le Populaire? l'Information?* Mais M. Louis Lévy ne nous renseignera pas.

⁂

La politique internationale est confiée à Maurice Harmel. C'est dire que la « ligne » suivie sera celle du syndicalisme de guerre. C'est tout dire. Il n'y aura de pittoresque que quelques zigzags.

Mme Madeleine Jacob donne un reportage par moment émouvant sur la fin de l'Autriche. Mme Madeleine Jacob est-elle bien sûre qu'il n'est pas d'autres pays, non nazistes, où les libertés ne soient pas mieux traitées?

Pierre la Mazière écrit la vie de Jaurès. M. Zévaès (un citoyen qui a fait un drôle de rattrapage, depuis quelques années) célèbre la Commune. Verra-t-on bientôt M. Hubert Bourgin à *Messidor?* Pourquoi pas?

⁂

Passons sur la page féminine.

Passons sur le roman de Silone. Rien à dire.

La page scientifique n'est pas exempte de nationalisme. Nous ne parlons pas pour M. Jean Painlevé, mais pour M. Jacques Klein qui exalte, contre Hitler, les « records français ».

La page syndicale est réservée à quelques demi-vedettes et à des banalités. Le sobre Arrachard l'illustre, en compagnie du député Croizat. En dessous, un cliché représente un métallurgiste penché sur sa machine. Contraste : il y a beau temps que Croizat ne se penche plus sur la sienne. Il ne s'y est jamais penché bien longtemps. Quant à Arrachard, le « zinc » le voit plus souvent que le ciment.

Vous connaissez M. Joseph Dubois qui, à côté, traite du « naufrage de la confiance »? Moi, pas. C'est probablement aussi un « syndicaliste maison ». Mais ne vient-il pas de *la Volonté* staviskyenne?

⁂

Voici maintenant « l'exclusivité sensationnelle ». Un article de l'ex-inspecteur Bonny : *« Oui, j'ai démasqué la Cagoule »*. M. Bonny ne nous dit pas encore comment. Cela viendra. En attendant, il consacre toute une page à faire sa propre apologie.

Nous ne sommes pas de petits délicats, mais nous n'aimons que médiocrement l'odeur de « roussi » qui se dégage de ce topo filandreux.

S'il est vrai qu'on ne fait pas de la police avec des archevêques, n'est-il pas un peu osé de faire un « hebdomadaire syndical » avec un flic?

⁂

Cinéma, radio, rubriques obligatoires. *Idem* pour la page des Lettres, quelconque, si ce n'est une éreintement de Béraud. Mais combien de ces messieurs finiront comme Béraud? Sports, loisirs, autres rubriques forcées et pas plus excitantes pour cela, surtout qu'elles s'adornent d'un placard de publicité pour une brochure très syndicale intitulée : « Trotsky, Doriot, Hitler ». Sur le même mode, on pourrait trouver un slogan pour *Messidor :* « Jouhaux, Vogel, Bonny ».

⁂

Après l'amusement des petits, nous arrivons à la 32e page. Afin que nous ne nous trompions pas elle est intitulée « Page d'humour ». Or, ce n'est guère plus drôle que l'ensemble de ce premier numéro. Il n'y a vraiment pas de quoi amuser les grands.

⁂

Et, pour finir, pourquoi ce titre, *Messidor?* Le temps des moissons? Erreur! Il est passé pour les prolétaires à qui la hausse du coût de la vie et l'impuissance des syndicats ont enlevé, depuis déjà des mois, les bénéfices de juin 1936. Alors, quelles moissons? « Ne serait-ce pas, insinue une mauvaise langue, le temps des moissons... dans la caisse de la C.G.T.? Est-il vrai que, pour ce lancement et la confection du seul premier numéro, tiré à 600.000 exemplaires, *la dépense ait déjà dépassé* LE MILLION? ».

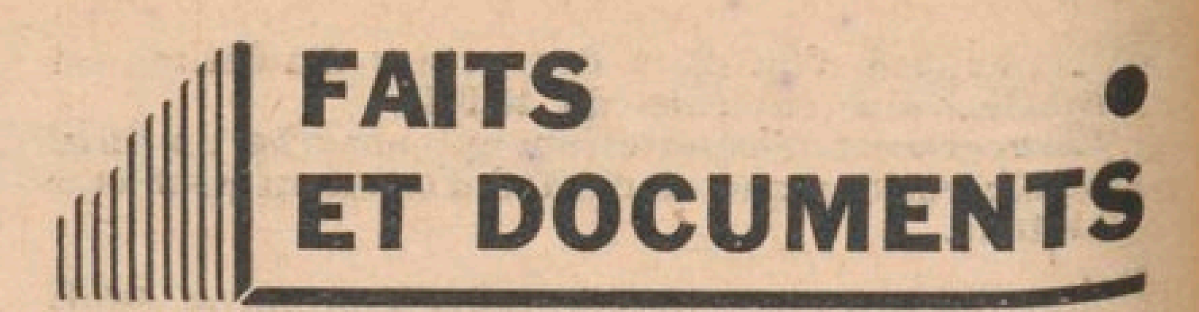
Laissant à ce lâche anonyme la responsabilité de sa non moins lâche insinuation, nous espérons que le conseil d'administration de *Messidor* saura prochainement nous rassurer en nous disant ce que cette fantaisie du « général » coûte réellement à la C.G.T.

LE MOYEN DE NOUS FAIRE TAIRE

...Il me sera permis de regretter que des syndicalistes de notre pays se laissent aller, sous prétexte de je ne sais quelle sentimentalité, à mêler leur voix à celle des pires ennemis du syndicalisme et même à se joindre avec les pires fascistes pour demander la rupture d'un pacte qui sert beaucoup plus notre sécurité que tout autre.

Il est vrai qu'il ne s'agit là, heureusement, que d'une infime minorité; les syndiqués, les militants, qui, dans les entreprises connaissent le patronat fasciste, ceux qui ouvrent leurs yeux en face des dépôts d'armes du C.S.A.R. et de la guerre menaçante déclarent avec moi : « C'EST BIEN DOMMAGE QU'IL NE FONCTIONNE PAS PENDANT QUELQUES MOIS A PARIS, LE TRIBUNAL DE MOSCOU! ». Aucun syndicaliste sincère et désintéressé ne saurait avoir à s'en plaindre.

CH. GARCIAS.
Secrétaire de la Fédération des Transports
(dans l'organe fédéral officiel de mars 1938).



FAITS ET DOCUMENTS

Deux résolutions de la C.A. de la C.G.T.

Coup sur coup, la C.A. de la C.G.T. a voté, au cours de la dernière crise ministérielle, deux résolutions qu'il nous faut reproduire. Elles visent tout à la fois la crise politique et les événements d'Autriche. Voici la première, intitulée : « Pour un gouvernemnet de salut public », et parue dans le Peuple *du 13 mars* 1938 :

Réunie le samedi 12 mars, la Commission administrative de la C.G.T., après examen de la situation, a adopté à l'unanimité la résolution suivante :

» Dans les dramatiques circonstances que crée la capitulation imposée à l'Autriche par la force, la Commission administrative de la Confédération Générale du Travail adresse au pays, au Parlement et aux partis le plus pressant appel.

» Elle demande au pays de prendre conscience de la gravité de l'heure.

» Elle adjure le Parlement et les partis de renoncer aux jeux et contre-jeux qui, en tout temps regrettables, deviennent incompréhensibles dans des moments comme ceux que nous vivons.

» Il faut que, sans tarder et sans se livrer aux habituels dosages, il se forme, autour du Rassemblement populaire, un gouvernement de salut public qui, investi de la confiance de la nation, sache parler clair et grouper autour de la France toutes les forces capables de sauvegarder, avec la paix, le respect des contrats et l'indépendance des peuples. »

Le lendemain, nouveau texte, regrettant l'échec du « Rassemblement national » autour du Front populaire :

La Commission administrative de la Confédération Générale du Travail, réunie le 13 mars, a pris acte de l'échec de la tentative de formation d'un gouvernement de « Rassemblement national autour du Front populaire ».

Après avoir rappelé la position conciliante qu'elle a prise la veille au nom de la classe ouvrière, dans l'intérêt de la République et du pays, la Commission administrative proteste avec indignation contre l'aveuglement et l'intransigeance inconcevables manifestés par les républicains dits nationaux, sous la pression évidente des forces ploutocratiques industrielles et de la haute finance.

En présence de ce défi au pays et à la classe ouvrière, la Commission administrative déclare que la C.G.T. s'opposera par tous les moyens en son pouvoir à toute politique qui, faisant litière de l'intérêt général lié au maintien des réformes sociales, tendrait à profiter de l'inquiétude et du trouble développés par les dangers extérieurs, pour placer le pays sous la domination de quelques intérêts égoïstes et le lancer dans la voie de la régression sociale.

La C.G.T. en appelle aux partis, associations et groupements qui constituent le Front populaire pour relever vigoureusement ce défi et manifester la volonté du peuple français de défendre ses libertés, les réformes sociales et la paix.

La Commission administrative donne mandat aux délégués de la C.G.T. au Comité national du Rassemblement de demander avec fermeté à ce dernier l'organisation d'une manifestation monstre des masses populaires.

Une déclaration de la minorité socialiste S.F.I.O.

On sait que la Conseil National S.F.I.O. du 12 mars avait donné carte blanche — Zyromski étant d'accord — à Léon Blum pour réaliser l'Union sacrée. Avec les événements d'Autriche, ce vote fit l'objet d'un tract de la mi-

norité rassemblée autour de Marceau Pivert. Voici ce document :

Indéfectiblement attachée aux principes de la lutte de classe inscrits dans la Charte fondamentale du parti socialiste, la Gauche Révolutionnaire répudie l'Union nationale sous quelque prétexte et sous quelque forme qu'elle se présente.

En conséquence, elle condamne la violation formelle des promesses faites en 1936 et le couronnement désastreux d'une politique de faiblesse et d'abdication (qui viennent d'être sanctionnés par le vote du C.N.).

⁂

La Gauche Révolutionnaire se refuse à apprécier la situation extérieure autrement qu'en fonction de l'intérêt de classe du prolétariat.

Elle proclame qu'il n'est pas de devoir de défense nationale pour la masse des travailleurs tant que ceux-ci n'ont pas conquis la direction économique et politique du pays.

Elle dénonce le caractère capitaliste et impérialiste des oppositions dites idéologiques.

Elle souligne que l'immixtion des Etats fascistes dans l'Espagne révolutionnaire en lutte pour son indépendance nationale et sa libération sociale n'a pas provoqué une tentative « d'Union nationale » que les événements d'Europe centrale rendent, paraît-il, indispensable.

⁂

La Gauche Révolutionnaire refuse catégoriquement de s'associer à cette politique d'alliance avec une bourgeoisie égoïste et aveugle, qui a construit le monstrueux traité de Versailles, forgé de ses mains l'hitlérisme, provoqué, par suite, la course aux armements et aggravé considérablement les périls de guerre, cette sanglante duperie pour le prolétariat.

Elle considère que la décision prise ne correspond ni à la volonté réelle des militants du parti, ni aux intérêts supérieurs du prolétariat, ni à ceux de la défense efficace de la liberté et de la paix.

Seule, une offensive hardie des masses populaires de France, dirigées par leurs organisations de classe, contre les véritables responsables de la situation tragique qui se déroule peut encore protéger la liberté et la paix.

Seule, l'expropriation des oligarchies économiques et financières dès maintenant favorables au fascisme international peut protéger nos libertés.

Seule, la redistribution des sources de matières premières arrachées au capitalisme peut enlever aux impérialismes fascistes leur base sociale et protéger la paix.

La Gauche Révolutionnaire proclame sa volonté de demeurer attachée, quoi qu'il arrive, au socialisme international, à ses solutions révolutionnaires et aux enseignements de l'expérience ouvrière de ces vingt dernières années au cours desquelles toutes les tentatives de collaboration du prolétariat avec sa bourgeoisie se sont soldées par l'affaiblissement du mouvement socialiste, par de terribles défaites et par le triomphe inévitable de ses pires ennemis fascistes.

Premières *signatures :*

Deixonne, secrétaire fédéral du Cantal, délégué au Conseil National; Brousseaudier, secrétaire fédéral des Alpes-Maritimes, délégué au Conseil National; Chevaldonné, délégué du Loiret au C.N.; Benoît, secrétaire fédéral des Vosges; Midon, secrétaire fédéral de Meurthe-et-Moselle; Pasquis, secrétaire à la propagande de l'Orne; Soulès, Modiano, Degez, Floutard et Lucien Hérard, membres de la C.A.P.; Marceau Pivert, secrétaire fédéral de la Seine, membre du Bureau du parti; Levant et Berthe Fouchère, membres suppléants de la C.A.P.

Une résolution des instituteurs de la Seine

Voici le texte voté par la section départementale de la Seine du Syndicat national des instituteurs relativement à ces événements :

La section départementale du Syndicat national des instituteurs, fidèle à la politique de paix qu'elle a toujours défendue;

Déclare que toute réorganisation financière et économique ne saurait réussir si le gouvernement de Front populaire ne se décide pas à défendre une véritable politique de paix;

Affirme que cette politique exige l'arrêt immédiat du financement d'un surarmement massif qui, automatiquement, nous conduit à la guerre et à la dictature;

Regrette que le Bureau de la C.G.T., sans en avoir reçu le mandat, ait cru devoir engager les 5 millions de syndiqués dans une politique de production intensive des armements par une dérogation à la loi sur les 40 heures;

Demande au gouvernement de Front populaire d'aider l'Espagne ouvrière en levant l'embargo sur les armes à destination des républicains espagnols, le contrôle des frontières n'ayant pas été respecté par tous;

Fidèle au Front populaire et à l'engagement pris devant les masses au moment des élections législatives, la section départementale du Syndicat des instituteurs se refuse à participer à une union dite « nationale » réalisée uniquement au profit d'une classe décidée à sauver le privilège de l'argent, de la spéculation et de la corruption.

Le prétendu élargissement du Front populaire ne serait en réalité que la disparition du Front populaire, de l'idéal qui l'avait inspiré et, par suite, du triomphe d'une minorité ennemie déterminée à saboter toutes les mesures économiques et sociales prises en faveur du pain, de la paix et de la liberté.

Demande, en conséquence, la formation d'un véritable gouvernement de Front populaire, auquel collaboreront tous les partis signataires du serment du 14 juillet;

Invite la C.G.T. à provoquer un immense rassemblement des masses destiné à hâter la formation d'un tel gouvernement et à l'aider à remplir fidèlement et énergiquement ses engagements;

Demande, enfin, la réunion d'urgence d'une conférence internationale de la paix, au cours de laquelle serait recherché un accord économique international et l'arrêt immédiat de la politique de surarmement.

« Pour la paix en Europe »

Sous ce titre, le Syndicat des instituteurs du Rhône nous communique, de son côté, le document que voici :

Le Syndicat de l'enseignement laïc du Rhône, devant les événements actuels, devant les informations tendancieuses, devant les provocations à la guerre tient à rappeler que l'intérêt suprême de la nation est le maintien de la paix.

Il s'élève énergiquement contre toute politique tendant à admettre la guerre comme moyen de résoudre les difficultés internationales.

Il rappelle qu'après chaque guerre il faut faire un traité de paix. Il fait appel au bon sens de toutes la population ouvrière et paysanne, de tous ceux qui seraient les victimes d'une guerre, pour dire qu'il est préférable de faire une nouveau traité de paix européenne sans attendre, sans engager un nouveau conflit.

La guerre n'est jamais fatale.

Les peuples ne doivent jamais s'y résigner. Ils doivent rappeler sans cesse à leurs gouvernements qu'ils ont pour devoir essentiel de négocier avec la volonté d'écarter tout conflit armé.

Les traités qui ont terminé la guerre de 1914-1918 sont abolis. Il faut le constater et il faut en tirer la conséquence : une nouvelle étude de la situation européenne faite avec la volonté d'aboutir à une véritable paix.

Les traités de 1918 et 1919 n'étaient pas durables. Les démocrates et les pacifistes sincères les ont dénoncés dès 1918. Nous ne pouvons donc risquer la guerre pour maintenir un état de fait qui n'a jamais représenté la justice et qui ne correspond plus au rapport des forces en présence.

Nous ne pouvons risquer la guerre pour maintenir des traités dont les clauses ont été violées par tous les signataires, et d'abord par les vainqueurs.

Si douloureux que soit le sort de l'Espagne républicaine, affaiblie par ses divisions intérieures autant que par l'action de ses adversaires, nous nous opposons à toute politique d'intervention qui pourrait être le déclenchement d'un conflit européen.

Le Syndicat rappelle qu'il a toujours préconisé la médiation en Espagne, comme le plus sûr moyen de sauver l'Espagne et les conquêtes sociales de la révolution espagnole.

L'Espagne ne serait pas sauvée par la guerre, mais l'Europe serait anéantie.

Nous ne considérons pas que le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne soit un fait de nature à déclencher un conflit armé. Nous ne prendrons pas parti entre la dictature de Schuschnigg, successeur du sanglant Dollfus, et celle d'Hitler. L'Autriche elle-même n'a pas jugé bon de se jeter dans une lutte qui l'aurait sûrement détruite.

Nous mettons en garde l'opinion contre les provocations à la guerre qui peuvent naître de la question de Tchécoslovaquie. Le problème des minorités allemandes en Tchécoslovaquie — même s'il était posé par Hitler, ce qui n'est pas le cas actuellement — peut et doit être résolu par un accord. Dans les pires hypothèses, nous ne pensons pas que le déplacement de poteaux frontières tchécoslovaques, dans quelque condition qu'il se fasse, justifie une guerre européenne. Nous disons qu'une mauvais accord vaudra mieux qu'une bonne guerre, pour la Tchécoslovaquie, pour la France, pour l'Europe.

Nous protestons contre un traité qui engagerait automatiquement la France dans une guerre pour l'indépendance de la Tchécoslovaquie.

Nous considérons que la proposition Litvinov de réunir seulement les puissances contre l'Allemagne est une mesure dangereuse pour la paix, car c'est l'amorce d'une coalition de guerre écartant toute négociation entre les parties adverses.

Nous considérons que la réalisation d'un grand empire allemand, groupant les peuples séparés par les absurdes traités de paix de 1919, n'est pas nécessairement une menace de guerre.

Nous appelons l'attention de tous sur le danger que constituerait pour la France son adhésion à la politique russe qui tend essentiellement à affaiblir l'Allemagne par laquelle elle se croit menacée, et cela même au prix d'une guerre dans laquelle la France, isolée si elle s'y laissait entraîner, serait la victime certaine.

Nous demandons au gouvernement français de s'associer à la prudente politique anglaise qui, pour le moment, tend à écarter les solutions dangereuses pour la paix et à recréer sans conflit un équilibre européen tenant compte du fait que constitue le retour de l'Allemagne au rang de grande nation puissante, malgré les traités de paix qui avaient cru pouvoir en faire pour toujours une nation vaincue et faible.

Nous constatons que la Société des Nations n'existe effectivement plus. Nous constatons que la « sécurité collective » ne serait plus représentée que par l'alliance franco-soviétique, et constituerait une position dangereuse au plus haut point pour la France, même en se plaçant au seul point de vue militaire.

Nous demandons, devant les dangers de la situation actuelle, une négociation générale entre les principales puissances européennes : Allemagne, Angleterre, France, Italie, Russie, en vue de régler sans conflit toutes les questions posées par la désagrégation des traités de paix : minorités nationales détachées de leur pays, problèmes coloniaux, problèmes économiques, désarmement progressif et contrôlé, coopération intellectuelle.

Nous faisons appel au bon sens et à la raison pour que les efforts de négociation et de révision pacifique des traités, qui n'ont jamais été tentés, soient faits, surtout à cette heure, afin d'éviter à l'Europe un nouveau conflit qui serait sa ruine totale.

La paix est le bien suprême. La guerre est la ruine commune de tous les peuples, vainqueurs ou vaincus.

Les dessinateurs d'art graphique contre la guerre et l'union nationale

Voici, enfin, un texte voté à l'unanimité, moins une voix, par le Conseil syndical des Dessinateurs d'art graphique de Paris, dont le secrétaire est le camarade André Juin :

La tension internationale actuelle est la conséquence du traité de Versailles attribuant à la France un rôle de gendarme de l'Europe qui ne correspond ni à ses traditions ni à ses moyens.

Ce traité n'a pas été fait par les peuples mais par les généraux et les représentants des financiers et des industriels.

Ces derniers se sont appliqués à le faire établir de telle façon qu'il rende impossible une politique durable de désarmement.

Pour ces raisons, pendant près de 15 ans, le traité de Versailles a été dénoncé par *toutes* les organisations ouvrières parce que générateur de conflits.

L'aide à l'Espagne républicaine a été refusée depuis les premiers jours par tous les gouvernements du Front populaire. De plus : aucune action efficace (boycott de l'Espagne rebelle, embargo sur les matières premières, etc.) n'a été entreprise par ceux qui s'estiment quittes en ayant manifesté *verbalement* contre la non-intervention.

Les travailleurs organisés ont le droit d'exiger qu'ils ne paient pas de leur sang l'incurie, l'imprévoyance et l'incapacité des gouvernements inaptes depuis 20 ans à réaliser une réelle politique de paix.

La guerre ne saurait être évitée par une recrudescence de l'esprit belliciste, mais par une modification profonde et courageuse de la politique intérieure et extérieure de notre pays.

En conséquence, comme première mesure, le Conseil syndical invite, d'une part, les syndiqués à ne pas céder au chantage du Rassemblement national pour préparer la guerre et, d'autre part, les organismes responsables de la C.G.T. à respecter scrupuleusement les volontés de paix des syndiqués en s'abstenant déjà de participer à la duperie de l'union nationale.

Mort de Paul Dussac

Paul Dussac, le militant révolutionnaire qui pendant plus de 30 ans lutta sans répit contre les colonialistes assassins de son pays d'adoption, Madagascar, vient de mourir à Paris.

Une apoplexie cérébrale l'a emporté à 60 ans, alors qu'il formait le projet de continuer ici, avec l'espoir d'arriver enfin à intéresser au sort des coloniaux la classe ouvrière française, la tâche à laquelle il avait voué sa vie.

Imp. S.N I.E., 32, rue de Ménilmontant, Paris (20e).

Le gérant : M. Chambelland.